

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Près de 4 milliards de dollars en huit mois

Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont approché les 4 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2026, soit une hausse de plus de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression témoigne d'une dynamique encourageante de diversification des échanges extérieurs, portée par le développement des capacités productives nationales et la conquête de nouveaux marchés. L'objectif est désormais de consolider cette tendance et de renforcer la contribution des exportations non pétrolières aux ressources du pays en devises. P 3



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Cap sur une agriculture innovante et durable

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2026, célébrée hier à Alger sous le slogan « Innover aujourd'hui pour nourrir demain », l'Algérie entend faire de l'innovation un levier de développement agricole et de renforcement de la sécurité alimentaire. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a souligné l'importance de la recherche scientifique, des nouvelles technologies et de la valorisation des capacités nationales pour bâtir des systèmes alimentaires plus durables et performants.

P 3

SONATRACH-MAJORS
AMÉRICAINES

Une coopération appelée à se renforcer

L'Algérie confirme son attractivité auprès des grandes compagnies pétrolières et gazières américaines, dans un contexte marqué par la volonté de renforcer les partenariats énergétiques bilatéraux et de mobiliser de nouveaux investissements dans l'exploration et la valorisation des ressources nationales.

P 2

AGRICULTURE SAHARIENNE

Faut-il changer de modèle ?

L'agriculture saharienne doit-elle continuer à évoluer selon le modèle de développement que nous connaissons aujourd'hui, ou devons-nous réfléchir à une autre trajectoire ? Le Sahara algérien connaît des transformations agricoles importantes, avec le développement des grandes cultures irriguées, notamment la pomme de terre et les céréales. Cette évolution répond à des objectifs économiques et alimentaires réels. Mais elle nous oblige aussi à nous interroger sur la gestion de l'eau, la préservation des sols, la biodiversité, les paysages et la qualité de vie des populations.

Par Salah NAJAH, Agroéconomiste Oued Souf

P 5

PHARMANOVA EXPO 2026 À BATNA
Plus de 4.000 visiteurs à la première édition P 2

MARCHÉ FINANCIER
La COSOB adopte un cadre réglementaire dédié aux titres verts P 2

TRANSPORT AÉRIEN
Air Algérie réceptionne son sixième avion de type Airbus A330 neo P 4

PHARMANOVA
EXPO 2026 A
BATNA

Plus de 4.000
visiteurs à la
première édition

Plus de 4.000 visiteurs se sont rendus au 1er salon national itinérant des industries pharmaceutiques, de la santé et de l'innovation (Pharmanova Expo 2026), clôturé samedi après-midi au pôle culturel et sportif de la cité Kechida de Batna, ont indiqué les organisateurs de cet événement. Le Dr Walid Ayad , directeur de ce salon organisé par PRESTANOVA, une structure spécialisée dans l'organisation de manifestations économiques et scientifiques, a souligné à l'APS que "l'affluence enregistrée durant 3 jours dans les différents pavillons de la manifestation, marquée par la présence de pharmaciens privés, de professionnels de la santé, d'opérateurs économiques, d'acteurs du domaine et d'étudiants prouve le succès de ce salon itinérant dont Batna a accueilli la première édition". Il a également indiqué que les différentes conférences scientifiques qui ont ponctué le salon, animées par des spécialistes, des chercheurs et des experts de plusieurs wilayas du pays, ont rencontré un "grand" succès auprès des professionnels de la santé, des étudiants en pharmacie et en médecine, ainsi que des acteurs économiques, ce qui a conféré davantage de vitalité à l'événement qui a combiné les dimensions économique et scientifique académique. Le salon a donné lieu, selon la même source, à la signature de conventions de partenariat entre plusieurs sociétés pharmaceutiques "dans le but de renforcer la coopération et promouvoir le produit local, au service du patient".

R E.

SONATRACH-MAJORS AMÉRICAINES

Une coopération appelée à se renforcer

L'Algérie confirme son attractivité auprès des grandes compagnies pétrolières et gazières américaines, dans un contexte marqué par la volonté de renforcer les partenariats énergétiques bilatéraux et de mobiliser de nouveaux investissements dans l'exploration et la valorisation des ressources nationales.

Par Z.R.

Les récents échanges entre Sonatrach et les groupes américains Occidental Petroleum (Oxy) et ExxonMobil, ainsi que l'implication des autorités américaines dans la promotion des opportunités d'investissement en Algérie, témoignent de cette dynamique. La coopération algéro-américaine dans le domaine des hydrocarbures connaît ainsi une nouvelle impulsion, portée par les perspectives offertes par le potentiel gazier national, les besoins en technologies avancées et l'intérêt croissant des majors américaines pour les ressources énergétiques de la région méditerranéenne. La visite de travail effectuée aux États-Unis par le président-directeur général de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du 12 au 16 octobre, illustre cette orientation. À Houston, le responsable du groupe public a rencontré son homologue d'Occidental Petroleum, Richard Jackson, afin d'examiner les relations de partenariat entre les deux compagnies et les perspectives de leur développement. Selon un communiqué de Sonatrach, les discussions ont notamment porté sur les activités d'Oxy dans le bassin de Berkine, les possibilités de coopération et les opportunités de développement à court, moyen et long termes. Les deux parties ont également abordé l'expertise de la compagnie américaine dans le développement des ressources non conventionnelles, les techniques innovantes de récupération assistée des hydrocarbures (EOR) et l'utilisation de canalisations en matériaux non métalliques. En effet, cette rencontre s'inscrit dans la continuité d'une coopération de longue date entre Sonatrach et Oxy, particulièrement dans le bassin de Berkine. En 2022, les deux groupes ont signé, en partenariat avec Eni et TotalEnergies, un contrat d'hydrocarbures portant sur les périmètres 404 et 208. En octobre 2024, ils ont conclu un protocole d'accord relatif aux activités d'exploration et d'évaluation sur le périmètre de Berkine-Centre. En avril 2025, deux accords de coopération technologique ont également été signés, portant sur l'étude des réservoirs carbonatés complexes et le développe-

ment des techniques de récupération assistée du pétrole. La poursuite de ces échanges traduit la volonté des deux compagnies de consolider leur partenariat et d'améliorer les performances de production, tout en tirant profit des avancées technologiques susceptibles de contribuer à une meilleure valorisation des ressources nationales.

ExxonMobil mise sur le potentiel gazier algérien

L'intérêt des groupes américains ne se limite pas à Oxy. ExxonMobil, l'un des principaux acteurs mondiaux du secteur énergétique, a également réaffirmé son intérêt pour le marché algérien, notamment pour les perspectives offertes par les ressources gazières conventionnelles et non conventionnelles. En mai 2026, le vice-président chargé de l'exploration du groupe, John Ardill, avait souligné l'intérêt d'ExxonMobil pour l'Algérie et le bassin méditerranéen, dans le cadre de sa stratégie de diversification géographique de ses ressources. Le responsable avait notamment évoqué le potentiel du gaz non conventionnel algérien, estimé à environ 7 000 milliards de mètres cubes, ainsi que la possibilité d'une production additionnelle de l'ordre de 20 milliards de mètres cubes par an. Ces perspectives s'inscrivent dans le prolongement du protocole d'accord signé en 2024 entre ExxonMobil et Sonatrach, portant sur le développement des bassins d'Ahnet et de Gourara, dans le Sud-Ouest algérien. Les travaux d'exploration et d'évaluation devront permettre de préciser le potentiel exploitable de ces zones, avant toute décision définitive d'investissement. Pour la major américaine, l'Algérie représente une opportunité de diversification de son portefeuille de ressources et de développement d'actifs situés à proximité du marché européen. Pour Sonatrach, cette coopération peut favoriser l'accès à des technologies avancées et à une expertise internationale dans l'évaluation et la mise en valeur des ressources énergétiques.

Washington encourage les investissements américains

Cette dynamique industrielle s'accompagne d'un intérêt accru des autorités américaines pour l'élargissement des relations économiques avec l'Algérie. Massad Boulos, conseiller principal du président américain pour les affaires arabes et africaines, a fait état, hier samedi, d'une rencontre « productive » avec des représentants d'ExxonMobil consacrée aux investissements américains et à l'élargissement des opportunités commerciales en Algérie et en Libye. Dans une publication sur la plateforme X, le responsable américain a présenté ExxonMobil comme « un partenaire de valeur dans le cadre des efforts du gouvernement américain visant à créer de nouvelles opportunités pour les entreprises américaines dans le secteur énergétique en Afrique du Nord, à renforcer nos liens économiques ». Cette orientation s'inscrit dans une séquence de rapprochement entre Alger et Washington. Lors de sa visite en Algérie en septembre dernier, Massad Boulos avait rencontré plusieurs responsables algériens, dont le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, et le président-directeur général de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi. Les échanges avaient notamment porté sur le renforcement de la coopération économique et énergétique. La tenue de la 19e édition de l'Algerian Energy Day, le 15 octobre à Lake Charles, en Louisiane, en marge d'une conférence consacrée au gaz naturel liquéfié (GNL), a constitué une autre occasion de mettre en avant le potentiel énergétique algérien auprès des acteurs américains. La participation de plusieurs entreprises américaines de premier plan, dont Oxy, ExxonMobil, Halliburton, Baker Hughes, HGR et Hecate Energy, a illustré l'intérêt porté aux perspectives d'investissement dans le secteur énergétique algérien. À cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie aux États-Unis, Sabri Boukadoum, a souligné l'importance stratégique de l'énergie dans le partenariat économique entre les deux pays, ainsi que les possibilités de renforcer la coopération, d'attirer les investissements et de développer de nouveaux partenariats dans les hydrocarbures, les technologies, l'innovation et la transition énergétique.

MARCHÉ FINANCIER

La COSOB adopte un cadre réglementaire dédié aux titres verts

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de bourse (COSOB) a adopté le règlement n 26-01, modifiant et complétant le règlement n 23-04 relatif au règlement général de la Bourse des valeurs mobilières, en vue d'instaurer un cadre réglementaire dédié à la qualification des titres verts sur le marché financier algérien, a indiqué hier la Commission dans un communiqué. Cette réforme vise à mobiliser davantage de capitaux en faveur des projets durables et à renforcer le rôle du marché des capitaux dans le financement de la transition écologique et climatique en Algérie, précise la même source. Le nouveau règlement définit les conditions

de qualification des titres de créance en tant que "titres verts", lorsque ceux-ci sont admis aux négociations sur les compartiments "Premium" ou "Emergent" du marché des titres de créance de la Bourse d'Alger et que les fonds collectés sont exclusivement destinés au financement ou au refinancement de projets éligibles. Ces projets concernent notamment les énergies renouvelables, les transports propres, la gestion durable des ressources naturelles vivantes, la préservation de la biodiversité, l'économie circulaire et l'adaptation au changement climatique, selon le communiqué. Le dispositif prévoit également l'élaboration, par la société candidate à l'émission de titres verts, d'un cadre de référence vert précisant

l'utilisation des fonds mobilisés, les catégories de projets éligibles, les critères environnementaux de sélection ainsi que les modalités de gestion et de suivi des ressources collectées. Ce cadre doit également définir les modalités et la périodicité des rapports sur l'affectation des fonds, y compris les sommes non encore utilisées, afin de garantir la traçabilité des ressources mobilisées et de renforcer la transparence et la confiance des investisseurs. Le règlement prévoit, en outre, une revue externe indépendante du cadre de référence vert et de l'affectation des fonds collectés. Celle-ci peut prendre la forme d'un avis d'expert externe, d'une certification ou d'une no-

tation verte, réalisée par un vérificateur indépendant inscrit auprès de la COSOB. Selon la Commission, cette réforme ouvre de nouvelles perspectives aux entreprises souhaitant diversifier leurs sources de financement et aux investisseurs désireux d'orienter leurs capitaux vers des projets présentant des bénéfices environnementaux identifiables. Elle s'inscrit dans la dynamique internationale de développement de la finance durable et vise à doter le marché financier algérien d'instruments adaptés au financement de la transition écologique et climatique, tout en renforçant la transparence et la protection des investisseurs.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

Près de 4 milliards \$ en huit mois

Les exportations algériennes hors hydrocarbures ont approché les 4 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2026, soit une hausse de plus de 10 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette progression témoigne d'une dynamique encourageante de diversification des échanges extérieurs, portée par le développement des capacités productives nationales et la conquête de nouveaux marchés. L'objectif est désormais de consolider cette tendance et de renforcer la contribution des exportations non pétrolières aux ressources du pays en devises.

Par Selma R.

Ces exportations poursuivent ainsi leur progression, ce qui confirme les efforts engagés pour diversifier l'économie nationale et réduire sa dépendance aux recettes issues des hydrocarbures. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Zouhir Moussaoui, directeur central au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a indiqué que les ventes algériennes à l'étranger avaient atteint près de 4 milliards de dollars à fin août 2026, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport aux huit premiers mois de 2025. « Cela constitue un indicateur d'une reprise de la dynamique des exportations vers l'étranger », a-t-il souligné, estimant que l'enjeu consiste désormais à maintenir cette tendance positive dans la durée. Selon le responsable, la performance ne doit pas être appréciée uniquement sur la base des montants réalisés, mais aussi en fonction de la capacité des entreprises nationales à s'inscrire durablement dans les marchés internationaux. Dans cette perspective, le ministère mise sur la sensibilisation des opérateurs économiques à l'importance de l'exportation. « Il faut ancrer l'idée de l'exportation auprès des entreprises algériennes comme une véritable orientation et un objectif », a expliqué Zouhir Moussaoui. Cette démarche suppose en effet un changement de mentalité chez des opérateurs habitués, pendant longtemps, à privilégier

l'importation. Le développement des ventes à l'étranger constitue ainsi un levier pour diversifier les ressources en devises et renforcer l'autonomie économique du pays. « Cette démarche ne concerne pas uniquement le ministère du Commerce extérieur, mais également les opérateurs économiques, qui contribuent, à travers leurs exportations, à la diversification des ressources de l'État en devises et à la souveraineté économique de l'Algérie », a-t-il fait valoir. L'industrie agroalimentaire participe elle aussi à cette dynamique. Selon Zouhir Moussaoui, les exportations de la filière ont dépassé 213 millions de dollars durant les huit premiers mois de 2026, en hausse de près de 15 % sur un an. Si les biscuits, le chocolat, les boissons, le fromage et les sauces présentent un potentiel à l'exportation, l'huile d'olive et les conserves nécessitent en revanche davantage d'efforts. Lors de l'inauguration, samedi à Blida, de la Foire des produits de l'industrie agroalimentaire « Made in Algeria », le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a affirmé que l'Algérie avait atteint « l'autosuffisance dans la majorité des produits de l'industrie agroalimentaire », dont elle importait auparavant des quantités considérables. Il a souligné un « bond en avant considérable » du secteur depuis 2020, précisant que de nombreux produits sont désormais fabriqués localement. Le ministre a également indiqué que plusieurs entreprises nationales

s'orientaient vers l'exportation et la conquête de nouveaux marchés. Il a réaffirmé la volonté de son département, en coordination avec le gouvernement, de les accompagner dans cette démarche, saluant la qualité des produits algériens, déjà présents sur les marchés européens, africains et arabes grâce au respect des normes de qualité. Pour soutenir cette orientation, les pouvoirs publics misent sur l'accompagnement des entreprises, notamment par la participation aux foires et salons internationaux, la prise en charge partielle de certains frais de déplacement et d'exposition, ainsi que l'accès à l'information sur les marchés. Les rencontres d'affaires et les échanges directs avec les partenaires étrangers doivent également faciliter la conclusion de nouveaux contrats. L'Afrique représente, à cet égard, un débouché naturel pour les produits algériens, sans exclure les marchés européens, asiatiques et américains. Toutefois, la consolidation de cette présence exige l'amélioration de l'intégration locale, la disponibilité des matières premières, la compétitivité des prix et le respect des exigences internationales en matière de qualité. La progression enregistrée à fin août constitue ainsi un signal positif pour les exportations hors hydrocarbures, mais la concrétisation des ambitions affichées dépendra de la capacité des entreprises à transformer leurs performances industrielles en débouchés durables à l'international.

TRAVAUX PUBLICS
Le ministre préside
une réunion de suivi
des projets
autoroutiers

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé une réunion de coordination, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des projets autoroutiers en cours de réalisation, et au suivi des programmes d'entretien du réseau, indique dimanche un communiqué du ministère. Cette réunion, tenue samedi au siège du ministère, en présence de cadres centraux du ministère, ainsi que du directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA) et de ses cadres, a permis d'évaluer la situation des projets en cours de réalisation, et d'examiner les mesures à même d'accélérer le rythme des travaux et de permettre leur achèvement, précise la même source. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des programmes établis pour chaque projet et de définir des mécanismes de suivi régulier tenant compte des spécificités de chaque projet, tout en renforçant la coordination entre les différents intervenants afin d'assurer un suivi efficace du déroulement des travaux, ajoute le communiqué. La réunion a également porté sur le programme d'entretien du réseau autoroutier, notamment l'autoroute Est-Ouest, à travers la présentation de l'état d'avancement des opérations d'entretien sur les tronçons recensés comme points noirs et l'évaluation des programmes prévus au titre de l'année 2026. Les préparatifs relatifs au lancement de nouveaux projets d'entretien au titre de l'année 2027 ont aussi été abordés, en vue de traiter les points noirs et d'améliorer les conditions d'exploitation du réseau autoroutier, contribuant ainsi à faciliter le trafic routier et les déplacements et à assurer la pérennité du réseau, ajoute la même source.

R.E.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Cap sur une agriculture innovante et durable

Par S R.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2026, célébrée hier à Alger sous le slogan « Innover aujourd'hui pour nourrir demain », l'Algérie entend faire de l'innovation un levier de développement agricole et de renforcement de la sécurité alimentaire. Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a souligné l'importance de la recherche scientifique, des nouvelles technologies et de la valorisation des capacités nationales pour bâtir des systèmes alimentaires plus durables et performants. Organisée en coordination avec la représentation de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Algérie, la manifestation a réuni des membres du gouvernement, des représentants d'organismes internationaux, des chercheurs et des opérateurs économiques. Une exposition consacrée aux innovations agricoles et alimentaires a également rassemblé des instituts techniques, des établissements de recherche et de formation, ainsi que des

entreprises. Dans son allocution, Sid Ali Khaldi a estimé que « l'innovation, à côté de la connaissance et de l'investissement, est l'un des principaux leviers du développement agricole durable », notamment face aux défis économiques et aux changements climatiques. Rappelant le caractère stratégique de la sécurité alimentaire, il a insisté sur la mobilisation de l'ensemble des acteurs. « L'innovation ne constitue plus un choix complémentaire ou une simple option technologique, mais un élément essentiel de nos politiques alimentaires », a-t-il affirmé, plaidant pour une agriculture plus productive et durable. Pour améliorer les performances du secteur, le ministre a évoqué le recours aux technologies modernes pour surveiller les terres et les cultures, la numérisation du suivi des produits agricoles, les données satellitaires, l'agriculture de précision et l'intelligence artificielle. Il a également souligné que « l'adoption des nouvelles technologies doit s'accompagner d'un meilleur accès des agriculteurs et des éleveurs aux connaissances scientifiques, ainsi que de mécanismes de financement adaptés aux besoins des petits producteurs

». Le ministre a, par ailleurs, mis en avant le rôle de la recherche scientifique dans l'amélioration des semences et la sélection de variétés végétales résistantes aux changements climatiques. Il a appelé au renforcement des capacités des institutions de recherche et des établissements techniques, afin de mieux adapter l'agriculture nationale aux aléas climatiques et aux perturbations des marchés internationaux. Parallèlement, les efforts portent sur l'augmentation de la production nationale dans les filières stratégiques, grâce à l'extension des superficies céréalières, à l'amélioration des rendements, à une meilleure gestion des ressources hydriques et au renforcement des capacités de stockage, de distribution et de transformation. Sid Ali Khaldi a aussi mis en avant le potentiel agricole des régions du Sud, où le développement des cultures céréalières et maraîchères ouvre de nouvelles perspectives d'investissement et de partenariat. Insistant sur la dimension stratégique de cette démarche, le ministre a souligné que « le renforcement de la sécurité alimentaire repose sur l'augmenta-

tion de la production nationale, la valorisation des potentialités locales et la réduction de la dépendance extérieure ». Portée par les orientations du président de la République, cette ambition s'inscrit dans une approche intégrée, « du champ à l'assiette », qui associe l'extension des surfaces cultivées, la sécurisation des semences certifiées, l'optimisation des ressources en eau, le développement du stockage et le renforcement des industries de transformation. Elle nécessite en outre une coordination entre l'État, les agriculteurs, les chercheurs et les opérateurs économiques, ainsi qu'une coopération internationale renforcée, notamment avec la FAO. Enfin, Sid Ali Khaldi a insisté sur la nécessité de faire de l'innovation un processus couvrant toute la chaîne alimentaire, « du champ au consommateur ». La recherche scientifique, le transfert des connaissances et l'adoption de solutions technologiques adaptées doivent ainsi contribuer à améliorer la production et la distribution, tout en favorisant la disponibilité d'aliments sains et accessibles.

TRANSPORT AÉRIEN
Le Groupe Air Algérie réceptionne son sixième avion de type Airbus A330 neo

Le Groupe Air Algérie a annoncé, samedi, la réception de son sixième avion de type Airbus A330neo, dans le cadre de son programme de renouvellement et d'extension de sa flotte. Il s'agit d'un appareil baptisé "Ras El Afia", en référence au phare maritime de Ras El Afia, situé dans la wilaya de Jijel, a précisé la compagnie, ajoutant que le choix de cette appellation traduit "la fidélité à la mémoire nationale et la reconnaissance envers des âmes qui resteront présentes dans les esprits", ainsi qu'un hommage aux habitants de la région qui "ont incarné, par leur résilience, la force de l'espoir". Cet appareil est le sixième avion de ce type à intégrer la flotte du transporteur national, après les appareils baptisés "Novembre 54", "Gara Djebilet", "Yennayer", "Diaspora" et "Fennec". Les Airbus A330neo sont destinés aux vols long-courriers. Ils peuvent accueillir plus de 300 passagers, toutes classes confondues, et se distinguent par une consommation de carburant réduite pouvant atteindre 25 % par rapport aux générations précédentes. Ils permettent également de réduire les émissions de dioxyde de carbone et sont équipés de systèmes de divertissement modernes, dont un service d'accès à Internet via le Wi-Fi. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de renouvellement et d'extension de la flotte d'Air Algérie, lancé en 2023, qui prévoit l'acquisition de dix avions "Boeing 737 MAX 9" et de dix "Airbus A330neo", ainsi que de 16 appareils "ATR 72-600", afin de renforcer le réseau de transport aérien intérieur. Cette acquisition s'inscrit également dans le cadre du plan d'action de la compagnie à l'horizon 2035, qui prévoit des acquisitions supplémentaires d'avions pour répondre à la demande croissante de transport aérien aux niveaux national et international.

APS

BATNA / COMPLEXE « SOKON ALGÉRIE »

«Toutes les dispositions ont été prises pour lancer l’assemblage de camions»

Le directeur-général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a affirmé samedi à Batna que toutes les dispositions ont été prises pour lancer l'assemblage de camions au complexe "SOKON Algérie", situé à la zone des activités de la commune de Zana El Beida dans la wilaya de Batna. Dans une déclaration à la presse après l'inspection de l'usine d'assemblage de camions, une des trois unités de ce complexe, en compagnie du wali, Riadh Benahmed, M. Rekkache a précisé que "toutes les dispositions pour lancer l'assemblage des camions dans cette usine ont été prises dont le recrutement de 450 travailleurs ayant suivi une qualifica-

tion en coordination avec le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels" soulignant que le premier camion du complexe devrait sortir en "janvier prochain". Le même responsable a relevé l'importance du projet qui " s'inscrit dans le cadre de la politique de l'Etat de renforcement et soutien aux projets d'investissement dans ce domaine", d'autant que ce projet qui représente un investissement de 9,8 milliards DA générera 1.800 emplois directs et 4.200 autres emplois indirects et "suscitera la dynamique dans le domaine de la sous-traitance dans la région". Le directeur général de l'AAPI a ajouté que sa visite vient "accompagner l'investisseur qui a concrétisé son projet dans un court délai à la faveur de la volonté et de l'accompagnement de l'Etat". M. Rekkache a salué l'accompagnement des pouvoirs publics au projet depuis son lancement, soulignant que "le travail est mené en coordination avec le wali de Batna pour assurer des assiettes foncières pour la domicilia-

tion de projets de sous-traitance en vue d'augmenter le taux d'intégration parallèlement à la préparation d'autres assiettes foncières pour les mettre à la disposition des opérateurs économiques dans six zones des activités dans la wilaya". Le complexe comprend trois unités d'assemblage de bus et de camions de la marque chinoise SOKON au côté du développement de la marque HANOU, selon les explications données par son gérant, Younès Merazka à M. Rekkache au cours cette visite. Il a également précisé que la première ligne de l'usine d'assemblage des camions est prête à 100 % tandis que les deux autres lignes sont à 55 % prêtes, estimant à 60.000 véhicules la capacité annuelle de production des trois lignes. La même source a rappelé que le projet avec ces trois unités occupe un terrain de 13,6 hectares obtenus via la plateforme numérique de l'investisseur en janvier 2025 avec la possibilité future d'extension du projet.

APS

PHARMEX 2026
Plus de 100 exposants attendus à Oran pour la 10e édition

Plus de 100 exposants sont attendus à la 10e édition du Salon professionnel de la pharmacie et de la parapharmacie "Pharmex 2026", prévue du 22 au 24 octobre au Centre des conventions d'Oran (CCO), sous le thème "L'intelligence artificielle centrée sur le patient au service du pharmacien", a-t-on appris dimanche auprès des organisateurs. Durant trois jours, cette manifestation, organisée par l'agence de communication "Pharmex Consulting", réunira des laboratoires pharmaceutiques, des industriels, des distributeurs, des acteurs de la parapharmacie, des professionnels de la santé, des start-up ainsi que des fournisseurs de solutions innovantes. Selon les organisateurs, cette édition sera axée sur l'innovation, la transformation numérique et l'évolution des pratiques professionnelles. Une place importante sera accordée aux applications de l'intelligence artificielle dans les domaines de la pharmacie et de la santé, notamment aux solutions susceptibles d'accompagner les professionnels dans leur pratique quotidienne. Le programme prévoit une exposition, des conférences, des interventions, des ateliers et des rencontres professionnelles. Il comprendra notamment des rencontres consacrées à l'intelligence artificielle centrée sur le patient, ainsi que des ateliers interactifs portant sur les pratiques commerciales dans l'industrie pharmaceutique. Un espace dédié à l'"Open Innovation" permettra également aux start-up et aux fournisseurs de solutions de présenter leurs innovations directement aux professionnels du secteur.

R E.

HABITAT

Nouveau projet de loi pour définir les règles d’aménagement et de construction en milieu forestier

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, M. Mohamed Tarek Belaribi a présidé, samedi au siège du ministère, une réunion de coordination ayant regroupé les membres de la commission intersectorielle chargée d'élaborer le projet de loi définissant les règles d'aménagement et de construction en milieu forestier, afin de prévenir les risques d'incendies et de protéger les personnes et les biens, indique un communiqué du ministère. Ce projet intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion de travail tenue le 30 août 2026, à la suite des incendies ayant touché certaines wilayas de l'Est et du Centre durant le mois d'août dernier, a-t-on

appris de même source. A l'entame de la réunion, un exposé a été présenté sur les principales mesures et les axes proposés dans l'avant-projet de cette loi, qui vise à définir les règles et les normes techniques applicables aux constructions, ainsi que les règles d'aménagement dans les zones d'interface habitat-forêt. A l'issue de la réunion, le ministre a remercié les membres de la commission pour leurs contributions efficaces et enrichissantes pour l'élaboration de ce projet de loi dans les délais impartis, lequel vient renforcer le dispositif de prévention contre les risques d'incendies en vue d'atteindre les objectifs escomptés, ajoute le communiqué.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 Octobre 2026

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	97	86	البطاطا
	Tomate	128	142	114	الطماطم
	Oignon sec	80	86	73	البصل الجاف
	Ail sec	852	928	775	الثوم الجاف
	Carotte	132	143	121	الجزر
	Navet	142	155	129	اللفت
	Poivron	141	154	127	الفلفل الاخضر
	Piment	154	169	138	الفلفل الحار
	Courgette	159	171	146	الكوسة
	Haricot vert	252	274	229	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	145	157	132	الخس
	Pomme locale	427	532	322	التفاح المحلي
	Datte	473	593	353	التمر
	Raisin	314	362	265	العنب
	Banane	549	570	527	الموز
Produits d'origine animale	Grenade	196	229	163	الرمان
	Viande bovine locale	2232	2350	2113	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	495	508	482	الدجاج
	Œufs (Unité)	23	24	22	البيض (وحدة)
المنتجات ذات الأصل الحيواني	Lait de vache (Litre)	93	99	86	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	NC	0,00	0,70	-0,04	7,57	7,32	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,11	118,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,05	7,56	7,64	28300	39 620 000,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	-3,13	-5,84	6,33	7,23	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	1999,00	-0,05	-0,87	-8,45	8,29	8,75	4452	8 899 548,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,80	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	3,71	5,99	1,24	7,78	0	0,00

AGRICULTURE SAHARIENNE

Faut-il changer de modèle ?

Quelques réflexions autour de l’Oasis. (*)

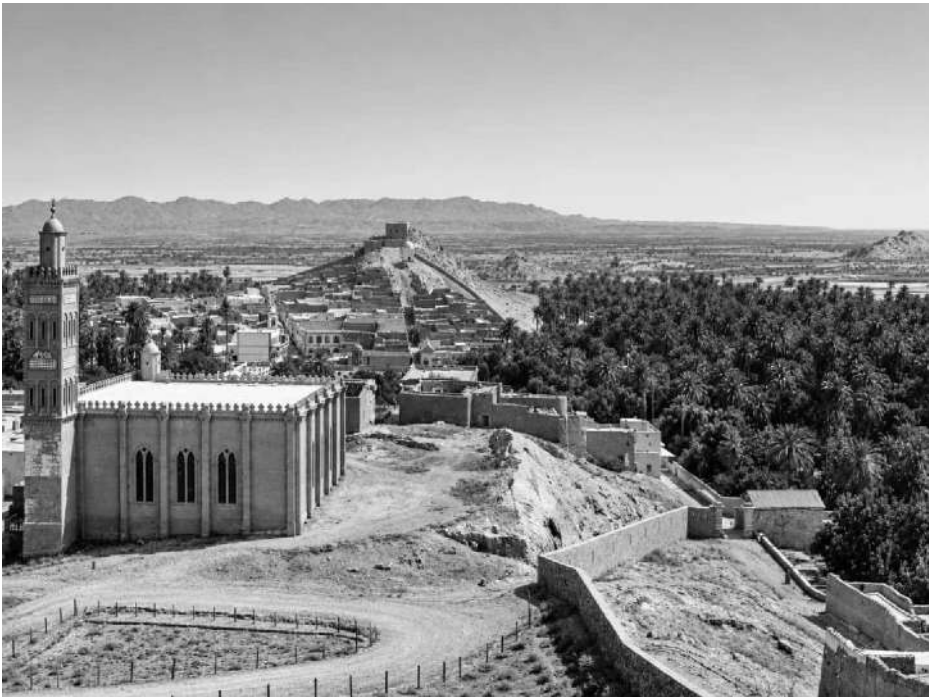
Par : Salah NAJAH
Agroéconomiste Oued Souf

1. Introduction – Pourquoi poser la question du modèle agricole saharien ?
Je voudrais ouvrir ce débat par une question simple : l’agriculture saharienne doit-elle continuer à évoluer selon le modèle de développement que nous connaissons aujourd’hui, ou devons-nous réfléchir à une autre trajectoire ?
Le Sahara algérien connaît des transformations agricoles importantes, avec le développement des grandes cultures irriguées, notamment la pomme de terre et les céréales. Cette évolution répond à des objectifs économiques et alimentaires réels. Mais elle nous oblige aussi à nous interroger sur la gestion de l’eau, la préservation des sols, la biodiversité, les paysages et la qualité de vie des populations.
L’enjeu n’est donc pas de choisir entre tradition et modernité, ni d’opposer la production à l’environnement. Il s’agit de rechercher un modèle agricole qui soit à la fois productif, économiquement viable et durable.

2. Le Souf : Une oasis née de l’ingéniosité humaine
Le système traditionnel du Ghout dans le Souf constitue un exemple remarquable d’adaptation au milieu saharien. Les palmiers sont installés dans des dépressions creusées dans le sable, de manière à rapprocher les racines de la nappe phréatique. Des cultures peuvent également être associées aux palmiers, dans un système reposant sur des savoir-faire transmis et entretenus au fil des générations.
Ce système nous rappelle que les sociétés sahariennes ont développé des réponses ingénieuses aux contraintes du milieu. Il ne s’agit pas de reproduire intégralement le passé, mais de comprendre ce que ces systèmes nous enseignent sur l’adaptation, l’économie des ressources et la valorisation des connaissances locales.
On pourrait résumer cette logique ainsi : rapprocher la culture de l’eau plutôt que transporter systématiquement l’eau vers la culture.

Qu’en est-il aujourd’hui de ces Ghouts ? tout a disparu.....

3. L’agriculture irriguée intensive : Une supposée réussite productive qui pose de nouvelles questions
Le développement des grandes cultures irriguées, notamment de la pomme de terre dans la région d’El Oued, a profondément transformé l’agriculture saharienne. Il a créé des opportunités économiques et contribué à l’approvisionnement des marchés.
Il serait donc injuste de condamner cette intensification dans son ensemble. La véritable question est de savoir dans quelles conditions elle peut se maintenir à long terme.
Il faut examiner non seulement les superficies cultivées et les volumes produits, mais aussi les prélèvements d’eau, les terres salinisées, les coûts énergétiques, la dépendance aux intrants, la rentabilité réelle des exploitations et les effets sur les ressources naturelles.
Une agriculture peut être performante à court terme sans être nécessairement durable à long terme. C’est cette différence qu’il faut intégrer dans notre appréciation du modèle agricole saharien.



4. L’eau – Une ressource stratégique qui impose une gestion collective
Dans les territoires sahariens, l’eau constitue une condition essentielle de toute activité agricole. Mais sa disponibilité apparente ne doit pas être confondue avec une ressource illimitée.
L’évolution des prélèvements, les changements d’usage et les conditions locales peuvent perturber les équilibres hydriques. Dans le Souf, la question se pose notamment pour le fonctionnement des Ghouts et l’évolution des usages de l’eau. Dans l’Oued Righ, elle est étroitement liée à la gestion des nappes, au drainage et à la qualité des eaux.
Ces situations ne sont pas identiques et doivent être analysées séparément. Mais elles conduisent à une même exigence : mieux connaître les ressources, suivre leur évolution et organiser une gestion collective qui associe agriculteurs, collectivités, services techniques et institutions de recherche.

5. L’Oued Righ : Le drainage et la salinité au cœur de la durabilité des palmeraies
L’exemple de l’Oued Righ montre que la durabilité d’une agriculture oasienne ne dépend pas uniquement de la quantité d’eau disponible. La qualité de cette eau, les caractéristiques des sols, le drainage et la maîtrise de la salinité sont également déterminants. Lorsque ces différents facteurs ne sont pas correctement maîtrisés, les palmeraies peuvent devenir vulnérables et les conditions de production se dégrader.
Cela signifie que les investissements agricoles doivent être accompagnés d’une approche globale des ressources naturelles. Il ne suffit pas d’assurer l’irrigation : il faut aussi réfléchir à l’évacuation des eaux, à la préservation des sols et à la capacité des systèmes de production à se maintenir dans le temps.
L’eau, le sol et le drainage doivent donc être considérés comme les composantes interdépendantes d’un même système.

6. Le patrimoine oasien – Une dimension souvent oubliée du développement
Le développement des territoires sahariens ne concerne pas seulement les exploitations agricoles. Il concerne aussi les villes, les villages, l’architecture, les paysages et l’identité des lieux.
El Oued, avec son architecture caractéristique et ses coupoles, illustre cette relation entre les sociétés humaines et leur environ-

nement. Le patrimoine architectural et les paysages oasiens représentent une richesse culturelle, mais aussi un élément du cadre de vie et de l’attractivité des territoires.
Il faut donc éviter que la modernisation agricole et urbaine se traduise par une perte progressive de cette identité. Le développement doit permettre d’améliorer les conditions de vie tout en valorisant les patrimoines qui font la singularité des territoires sahariens.

7. L’agro-biodiversité : Un capital productif, écologique et culturel
Une oasis traditionnelle ne se résume pas à une palmeraie. Elle peut associer plusieurs espèces et variétés : palmiers dattiers, arbres fruitiers, cultures vivrières, plantes condimentaires et médicinales, ainsi que des activités d’élevage.
Cette diversité contribue à la complémentarité des productions, à la diversification des revenus et à la transmission de savoir-faire. Elle constitue aussi une ressource pour l’adaptation aux contraintes du milieu.
Mais la biodiversité cultivée ne peut être préservée uniquement par la conservation des plantes. Il faut également maintenir les connaissances associées à leur sélection, leur multiplication, leur utilisation, leur transformation et leur commercialisation.
La question est donc aussi économique : comment faire en sorte que les variétés locales et les produits de terroir conservent une utilité réelle pour les producteurs et les consommateurs ? La valorisation commerciale, la transformation locale et, lorsque les conditions le permettent, la labellisation peuvent contribuer à créer cette valeur et à renforcer les incitations à préserver cette diversité.

8. L’Oasis multifonctionnelle : Produire, transformer et créer de la valeur localement
Il faut élargir notre conception de l’agriculture saharienne. Une Oasis ne doit pas être envisagée uniquement comme un espace de production végétale, mais comme un territoire économique et social multifonctionnel.
À côté de la production agricole, il existe des possibilités de transformation des produits, de développement de l’artisanat, de valorisation des savoir-faire, de commercialisation des produits de terroir et, dans certains contextes, d’agrotourisme ou de tourisme culturel.
L’objectif est de conserver davantage de va-

leur sur le territoire, au lieu de se limiter à produire des matières premières. Cela peut contribuer à diversifier les revenus, à créer des emplois et à renforcer l’intérêt économique de la préservation des ressources et du patrimoine.
Cette approche suppose aussi de mieux organiser les producteurs, de faciliter les initiatives collectives et de donner une place réelle aux femmes et aux jeunes dans les activités économiques oasiennes.

9. Vers une oasis intégrée : Réconcilier production et durabilité
Le modèle que je propose de mettre en débat est celui d’une oasis intégrée, multifonctionnelle et agroécologique.
Intégrée, parce qu’elle doit articuler l’agriculture, l’élevage, l’eau, les sols, les arbres, les activités économiques et la gestion du territoire.
Multifonctionnelle, parce qu’elle ne doit pas produire uniquement des denrées agricoles, mais aussi des revenus, des emplois, des services, du patrimoine et de la qualité de vie. Agroécologique, enfin, parce qu’elle doit rechercher une meilleure utilisation des ressources, favoriser les complémentarités entre les productions, préserver l’agro-biodiversité et s’appuyer autant que possible sur les connaissances locales et l’innovation adaptée.
Il ne s’agit pas d’imposer un modèle unique à toutes les régions du Sahara. Le Souf, l’Oued Righ et les autres territoires sahariens ont leurs propres caractéristiques. Il faut donc construire des réponses adaptées à chaque contexte, en associant les agriculteurs, les institutions de recherche, les collectivités et les acteurs économiques.

10. Conclusion : Quelle trajectoire pour l’agriculture saharienne ?
Pour conclure, je dirais que la question n’est pas simplement de savoir comment produire davantage dans le Sahara. Elle est de savoir comment produire durablement, tout en préservant les ressources qui rendent cette production possible.
Le développement agricole saharien ne peut pas être évalué uniquement à partir des superficies cultivées et des volumes récoltés. Il doit aussi être apprécié au regard de la durabilité de l’eau et des sols, de la préservation de l’agro biodiversité, de la valorisation des savoir-faire, de la diversification économique et du bien-être des populations.
Nous devons dépasser l’opposition entre tradition et modernité. Les savoir-faire hérités du passé peuvent dialoguer avec la recherche, les technologies et les innovations contemporaines. Mais ces innovations doivent être adaptées aux réalités des territoires et évaluées à l’aune de leurs effets à long terme.

La question qui mérite être soumise au débat est donc la suivante : comment faire de l’oasis non seulement un espace de production agricole, mais un territoire vivant, résilient, attractif et porteur de valeur pour ses habitants ?
Le changement de modèle doit placer l’humain au cœur du développement. Nous devons nous soucier de la qualité de vie, de l’équilibre social et du bien-être des citoyens qui habitent le Sahara, y vivent et veillent chaque jour sur ses ressources, sa sécurité et sa durabilité. Préserver le Sahara, c’est aussi préserver les conditions de vie et l’avenir de ceux qui le font vivre.

(*) Texte d’une communication présentée à la Conférence-débat organisée par la Fondation GRFI, le 17 10 2026

AFLOU
Cinq projets universitaires innovants enregistrés auprès de l’INAPI

Le centre universitaire Chérif-Bouchoucha d'Aflou a enregistré cinq (5) projets innovants portés par des étudiants auprès de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), dans le cadre des efforts visant à encourager l'innovation, à protéger la propriété intellectuelle et à promouvoir l'esprit entrepreneurial, a-t-on appris jeudi de cet établissement de l'enseignement supérieur. Sur les neuf demandes d'enregistrement de projets innovants déposées auprès de l'INAPI par le bureau local d'appui à la technologie et à l'innovation, cinq ont été approuvées, en attendant la délivrance des certificats de brevet aux porteurs de projets concernés, a affirmé la directrice de l'incubateur d'entreprises relevant du centre universitaire, Bahia Laafar. Les cinq projets retenus couvrent divers domaines liés à la vie quotidienne, notamment l'environnement, le tourisme et la restauration, a ajouté la même responsable soulignant que ces résultats encourageants témoignant des efforts déployés par l'incubateur d'entreprises et le bureau précité pour accompagner les étudiants porteurs de projets et protéger leurs innovations à travers les dispositifs de propriété industrielle. Mme Laafar a également mis en avant la dynamique que connaît le secteur de l'enseignement supérieur en matière de promotion de l'innovation et de l'esprit entrepreneurial, notamment dans le cadre du programme "Pro-market 2", qui a permis de sélectionner 937 projets issus de 98 sur un total de 117 établissements universitaires.

R E.

TIZI-OUZOU
Le village Ighil Imoula remporte le prix Rabah Aissat du village le plus propre

Le village Ighil Imoula, au Sud-Ouest de Tizi-Ouzou, a été sacré jeudi lauréat de la 13e édition du Concours "Rabah Aissat" du village le plus propre de la wilaya, auquel ont pris part 35 villages. Le village historique Ighil Imoula, dans la commune de Ouadhias, où a été imprimée la Déclaration du 1er novembre 1954, a remporté ainsi un prix d'une valeur de (6 millions de DA). Il est talonné à la deuxième place par le village Iguer Amrane, dans la commune d'Aït Zikki, (5 millions DA), et à la troisième par le village Ait Tighilt, dans la commune de Mekira (4 millions DA). La cérémonie de remise des prix de cette 13e édition, organisée par l'Assemblée populaire de wilaya (APW), s'est déroulée à la Maison de la culture Mouloud Mammeri, en présence des autorités locales, des représentants des villages participants, et ceux de la société civile. Lors de son allocution d'ouverture, le président de l'APW, Smail Benhamna, a félicité l'ensemble des 11 villages lauréats de cette édition, et a mis en exergue "l'importance et l'apport de ce concours dans l'amélioration de l'environnement et du bien-être de la population". Il a, à ce titre, salué "les efforts de tout un chacun, participants et organisateurs" et réitéré "l'engagement de l'APW à travailler à maintenir cette dynamique et à y consacrer davantage de moyens".

R E.

CONSTANTINE

Plus de 18 000 visiteurs au Salon international “Bati Est Expo”

La 9e édition du Salon international du bâtiment, de l’immobilier et des travaux publics de l’Est algérien, "Bati Est Expo Constantine 2026", dont les activités ont pris fin samedi à Constantine, a drainé plus de 18 000 visiteurs, selon le commissaire du salon.

Cet afflux reflète l'intérêt dont bénéficie le secteur du bâtiment et des travaux publics, a indiqué, Ahmed Haniche, dans une déclaration à l'APS, soulignant que "cette manifestation économique a offert aux visiteurs l'opportunité de découvrir les derniers produits et solutions techniques exposés par les entreprises participantes". Cette édition a également connu, en particulier, une forte affluence de stagiaires des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels, qui ont manifesté leur intérêt pour les nouveautés des secteurs du bâtiment et des travaux publics, ainsi que pour les différents produits, équipements et technologies modernes présentés par les entreprises participantes, ce qui leur a permis de relier les connaissances théoriques acquises lors de leur formation aux applications pratiques sur le terrain, a ajouté la même source.

Dans le même contexte, M. Haniche a



précisé que "cette édition a constitué un espace de communication entre les opérateurs économiques et les professionnels, d'échange d'expériences et d'expertises, ainsi que d'exploration des opportunités de partenariat et de coopération entre les entreprises actives dans les do-

maines du bâtiment, de l'immobilier et des travaux publics". Le salon a également permis aux entreprises participantes, selon le même responsable, d'exposer leurs produits et services, de faire connaître leurs potentialités, et de mettre en valeur le rôle de telles manifestations dans le renforcement de la coopération entre les différents acteurs de ces domaines et la promotion du produit national. Pour rappel, la 9e édition de ce salon, abritée par la grande salle de spectacles "Ahmed Bey" à Constantine du 14 au 17 octobre, a vu la participation de 167 exposants représentant des entreprises nationales et étrangères, publiques et privées, activant dans les domaines du bâtiment et des travaux publics. Ce rendez-vous économique a donné lieu à la conclusion de 81 accords de partenariat commercial et d'investissement économique.

R E.

SALON NATIONAL DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES ET DES ÉQUIPEMENTS DE CUISINE

Plus de 17.000 visiteurs à la 2e édition

La deuxième édition du salon national des industries agroalimentaires et des équipements de cuisine, organisée du 15 au 17 octobre au palais des expositions El Maabouda de Sétif, a accueilli plus de 17.000 visiteurs, a indiqué samedi, le commissaire de la manifestation. Dans une déclaration à l'APS à la clôture de cet événement économique, M. Khelifa Bella a précisé que "cette édition a attiré plus de 17.000 visiteurs dont des consommateurs, des professionnels et des

distributeurs des différentes filières de production alimentaire et des équipements de cuisine dont celles des dattes, des fromages, des biscuits, des produits plastiques pour cuisine et de l'électroménager venus des diverses wilayas". "Le salon a donné lieu à la présentation de plusieurs communications, la signature de conventions de partenariat et la tenue de rencontres entre exposants et entre exposants et visiteurs professionnels en plus des offres promotionnelles faites au grand bonheur des consommateurs", a ajouté la même source. De son côté, le directeur du commerce de la wilaya de Sétif, Rachid Hamadi, a indiqué que "l'objectif du salon est de présenter le produit national, encourager l'investissement et l'innovation dans le secteur des industries agroalimentaires, renforcer la confiance du consommateur et les partenariats et exposer les nouveaux produits et techniques aux opérateurs et industriels du secteur, aux distributeurs de produits alimentaires, aux hôteliers, aux restaurateurs et aux investis-

seurs". Cette manifestation qui a regroupé 60 exposants algériens a été organisée par l'entreprise SOGEX des expositions en partenariat avec la chambre de l'industrie et du commerce El Hidhab et la direction du commerce sous l'égide du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et du wali de Sétif, Mustapha Limani.

APS

TIMIMOUN

Mise en service de huit nouveaux bus de transport urbain et suburbain

Huit (8) nouveaux bus de transport sont entrés en service afin de renforcer la flotte de transport urbain et suburbain de la wilaya de Timimoun, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction des Transports. L'opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur visant à renouveler le parc national de transport, promouvoir le service public et améliorer le cadre de vie du citoyen, en plus de booster

l'activité socioéconomique, a indiqué le directeur des Transports de la wilaya, Aïssa Belloula. Présidant la cérémonie de mise en service, à l'occasion de la commémoration des événements du 17 octobre, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a souligné l'importance de cet acquis pour la wilaya, permettant de renforcer le service public dans le transport et à créer des emplois (16 conducteurs).

Trois (3) bus de 24 places chacun ont été affectés au renforcement des lignes desservant les zones et ksour éloignées, notamment Talmine, El-Metarfa et Tinerkouk, tandis que cinq (5) bus de grande capacité sont destinés à renforcer le transport urbain dans la ville de Timimoun.

APS

RELIZANE

Mise en service de deux centres de proximité de stockage des céréales

Les capacités de stockage des céréales de la wilaya de Relizane ont été renforcées, jeudi, par la mise en service de deux centres de proximité de stockage dans la commune de Oued-Essalem, au sud de la wilaya. Ces deux infrastructures, dotées d'une capacité de 50.000 quintaux chacune, inaugurées par le wali de Relizane, Kamel Berkane, revêtent une grande importance pour le renforcement des capacités de stockage de la wilaya et l'amélioration des conditions de travail des

agriculteurs. A cette occasion, M. Berkane a souligné que ces infrastructures s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à renforcer la sécurité alimentaire et à atteindre l'autosuffisance en céréales, considérées comme des cultures stratégiques, ainsi qu'à développer la filière céréalière dans la région. Les deux centres comprennent des unités de stockage équipées de systèmes de levage et de stockage, ainsi que des bâtiments administratifs et des dispositifs de contrôle de la qualité des cé-

réales, de leur état et de leur poids. Ils disposent également d'autres équipements, conformément aux fiches techniques propres à ces deux infrastructures. A la faveur de l'entrée en service de ces deux centres, les capacités de stockage des céréales de la wilaya de Relizane atteignent désormais 1,4 million de quintaux, contre 1,3 million de quintaux durant la précédente campagne agricole 2025-2026, a souligné la direction des Services agricoles de la wilaya.

APS

L'intelligence artificielle : Une réalité incontournable

Une nouvelle carte des centres de pouvoir et des acteurs influents dans le monde se dessine sous nos yeux depuis des années.



Par Thomas Gorguissian

Ce n'est un secret pour personne : les géants de l'informatique, ces mag-nats de la Silicon Valley, occupent la majeure partie de cette carte et en déterminent les contours. Cela leur permet d'étendre leur influence, tant économique que politique, mais aussi d'élargir leur sphère d'intérêts et d'accroître leurs profits aux quatre coins du monde. Ils cherchent ainsi à instaurer une hégémonie mondiale dont ils tirent d'immenses bénéfices, engrangeant des milliards grâce à cinq à sept grandes figures et entreprises emblématiques de notre réalité « virtuelle » actuelle. Ces géants et leurs représentants se sont rendus à Washington ces dernières semaines pour mener des consultations intensives en vue de conclure des accords avec l'Administration Trump. L'objectif est de parvenir à instaurer un monopole et à écarter les concurrents. Il s'agit de s'approprier une part toujours plus importante du gâteau de l'intelligence artificielle et de ses projets colossaux. Car l'avenir de l'intelligence artificielle est aussi celui de l'économie et de la politique aux Etats-Unis et, par conséquent, dans le monde entier. Mais l'aspect le plus dangereux de notre rapport à cette réalité, qui s'impose à nous avec force et rapidité — l'intelligence artificielle —, réside dans le fait qu'elle façonnera également notre vie privée, nos sentiments, notre réflexion et notre compréhension du monde dans lequel nous vivons. L'un de ces géants,

Elon Musk, estime que la supériorité de l'intelligence artificielle sur l'intelligence humaine pourrait devenir une réalité d'ici cinq ans.

La presse sérieuse et les médias, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, n'ont pas hésité à accorder une attention accrue et plus approfondie à la progression de l'intelligence artificielle et à son intrusion dans les moindres détails de notre vie. Le rôle de la presse ne se limite pas à couvrir les évolutions, les avancées et les innovations technologiques. Il consiste également à débattre avec vigueur de ce qui nous attend, à remettre en question ce qui lui paraît contestable ou contraire à ses principes, et à examiner les conséquences de notre dépendance aveugle à l'égard de l'intelligence artificielle, que celle-ci résulte d'un choix délibéré ou d'une forme de résignation. Une intelligence artificielle qui tend à dominer, à contrôler et à imposer sa loi, à une époque où nous sommes déjà devenus dépendants des réseaux sociaux sous toutes leurs formes.

Dans un ouvrage récent intitulé *The Rise and Fall of the Artificial State* (l'ascension et la chute de l'Etat artificiel), l'universitaire Jill Lepore nous met en garde contre un phénomène inquiétant : les entreprises technologiques se substituent de plus en plus aux gouvernements démocratiques dans l'exercice de leurs fonctions. Elle explique que cette transformation représente « un retour à la tyrannie et à la désinformation sous la forme d'un gouvernement dirigé par des algorithmes, des entreprises et des machines ». Le débat sur cette question

se poursuit sans relâche.

Le magazine britannique *The Economist* a consacré la une de son dernier numéro à la question suivante : « L'intelligence artificielle peut-elle devenir consciente ? ». Il y ajoute une mise en garde : même si elle ne le devient pas, elle pourrait être traitée comme si elle l'était, et le prix d'un tel choix pourrait être exorbitant pour l'humanité. Selon le magazine, un Américain sur cinq, âgé de 18 à 29 ans, a reconnu entretenir une « amitié personnelle durable » avec un agent conversationnel, ou chatbot. Le danger est bien réel et ne cesse de s'étendre.

Les journaux et les médias de notre pays sont-ils capables d'aborder toutes ces questions avec sérieux, lucidité et profondeur, en accordant une attention particulière à leurs répercussions psychologiques et mentales, qui constituent autant de défis pour notre société ?

Le véritable défi pour les médias, les programmes scolaires et, bien sûr, les décideurs du monde entier consiste à ne pas considérer l'arrivée et la généralisation de l'intelligence artificielle comme une simple nouvelle qu'il faudrait soit acclamer, soit redouter. Il ne suffit pas non plus de l'aborder comme un outil ou une technologie dont il conviendrait de connaître et d'étudier le fonctionnement afin d'en faire un meilleur usage. Face à ce défi, nous devons surtout apprendre à faire face à ses capacités exceptionnelles à façonner nos idées, nos sentiments et nos modes de vie.

Je tiens à rappeler ici que, lorsque je fais

appel, dans mes écrits, à notre mémoire ou à l'héritage du passé, mon objectif n'est pas seulement de mettre en avant la question de savoir « d'où nous venons et où nous en sommes », ni de céder à la « nostalgie du passé ». A travers les expériences et les idées d'hier, j'essaie plutôt d'examiner ou de réexaminer notre réalité avec un regard plus global, plus profond et plus audacieux, en m'appuyant sur les enseignements du passé et sur la sagesse de nos aînés. C'est une logique qui m'anime lorsque je me tourne vers demain. Comme je l'ai souligné dans les lignes précédentes, l'intelligence artificielle, en constante évolution, est porteuse de transformations considérables. Pourtant, je garde les yeux rivés sur le présent, car, en fin de compte, ce que nous considérons aujourd'hui comme un avenir lointain se précipite vers nous à une vitesse fulgurante, sans relâche. Il s'infiltre dans les moindres détails de notre vie, dans tout ce qui nous vient à l'esprit comme dans tout ce que nous ne pouvons même pas imaginer. Nous n'avons donc pas affaire à une simple innovation scientifique ni à une évolution technologique que nous pourrions choisir d'accepter ou d'ignorer. Elle est déjà là, que cela nous plaise ou non.

L'un de mes amis, qui s'intéresse de près à l'intelligence artificielle tout en s'en inquiétant, me l'a dit sans détour : « On n'a encore rien vu. Et ce qui est caché sera encore plus dangereux ».

Source: <https://french.ahram.org.eg> ;
publié le 14/10/2026

TUNISIE

La Banque centrale appelle les banques à renforcer le financement de la filière oléicole

La Banque centrale de Tunisie (BCT) a appelé les banques et les établissements financiers à redoubler d'efforts pour assurer les financements nécessaires aux différents intervenants de la filière oléicole, à l'occasion du démarrage de la campagne de récolte des olives 2026-2027. Dans une note adressée aux banques et aux établissements financiers, la BCT a souligné que cette démarche s'inscrit dans le cadre de son engagement continu en faveur du soutien aux secteurs productifs, du développement économique et de la promotion de l'investissement. L'institution a ainsi invité le secteur bancaire à mobiliser les financements nécessaires afin de garantir les meilleures conditions de réussite de la campagne oléicole, tout en veillant à améliorer la qualité des services bancaires proposés aux différents opérateurs de la filière. La Banque centrale a également insisté sur la nécessité de faire du financement de la filière oléicole un engagement permanent, inscrit dans une stratégie durable. Dans cette perspective, elle a appelé les banques et les établissements financiers à mettre à la disposition des agriculteurs, des propriétaires d'huileries et des exportateurs les liquidités nécessaires pour répondre à leurs besoins de financement à toutes les étapes de l'activité. Ces financements doivent ainsi couvrir l'ensemble de la chaîne de production et de commercialisation, depuis la récolte des olives et leur trituration jusqu'au stockage et à l'exportation de l'huile d'olive.

R. I.

ARABIE SAOUDITE

La raffinerie de TotalEnergies refunctionne à 100%

La raffinerie Satorp, codétenue par TotalEnergies et Aramco en Arabie Saoudite, et endommagée par des frappes de drones en avril, est fonctionnelle à 100% depuis "début octobre", a indiqué le PDG de TotalEnergies lundi. "On a réussi à la remettre rapidement en état, les équipes ont fait un travail remarquable", a déclaré le PDG du groupe pétrogazier en marge d'une réunion à Matignon consacrée à la baisse des prix du gazole. Les unités de la plateforme, codétenue par la compagnie nationale saoudienne Aramco (62,5%) et TotalEnergies (37,5%), avaient été "mises à l'arrêt" après des frappes survenues dans la nuit du 7 au 8 avril, qui avaient endommagé une partie de l'installation située à Jubail (est), au bord du Golfe. La raffinerie avait ensuite redémarré partiellement à la mi-avril. "Notre raffinerie en Arabie saoudite a subi trois attaques de drones et ne fonctionne qu'à 70% de sa capacité", avait déclaré Patrick Pouyanné à l'Assemblée nationale le 17 juin. "Les travaux de remise en état dureront sans doute au-delà de la fin de 2026", avait-il ajouté. Lors de l'attaque, un des deux trains de traitement du site avait été touché, mais aucune victime n'avait été à déplorer, selon TotalEnergies. Situé dans le désert saoudien et mis en service en 2014, ce site dispose d'une capacité de raffinage de 460.000 barils de pétrole brut par jour et produit environ 22 millions de tonnes par an de produits raffinés, selon TotalEnergies.

R. I.

AVEC UNE PERSPECTIVE POSITIVE

Moody's améliore la note de l'Egypte à "B3"

Les réformes économiques et financières ont permis de stabiliser les finances publiques, d'améliorer les réserves et d'accélérer l'activité économique : ministère égyptien des Finances.

L'agence de notation financière « Moody's » a annoncé une amélioration relative de la capacité de l'Egypte à rembourser sa dette, d'après un rapport publié sur sa page officielle vendredi 16 octobre. Il s'agit du relèvement du crédit souverain de l'Egypte à long terme d'un cran, le portant de « Caa1 » à « B3 », une catégorie qui évalue la capacité d'un Etat à honorer ses engagements et à rembourser sa dette, sachant que la lettre « B » indique une dette spéculative aux risques de crédit élevés, et que le chiffre « 3 » précise que le pays se situe dans le tiers inférieur de cette catégorie, l'échelle allant de 1 (le plus haut) à 3 (le plus bas). Ce relèvement témoigne de progrès tangibles réalisés grâce aux efforts de consolidation budgétaire et aux réformes structurelles en cours. « Les réformes économiques et financières ont permis de stabiliser les finances publiques, d'améliorer les réserves et d'accélérer l'activité économique », s'est félicité le ministère des Finances dans un communiqué publié samedi. Tout en maintenant une perspective positive, cette décision met en avant l'améliora-

tion des indicateurs macroéconomiques du pays et renforce la possibilité d'une nouvelle révision à la hausse. Plus précisément, l'adoption d'un régime de change flexible et d'une politique monétaire plus stricte a directement contribué à consolider les réserves en devises étrangères et à renforcer la résilience de l'économie face aux chocs mondiaux, a souligné l'agence Moody's dans son rapport. Et d'ajouter que la perspective positive s'appuie également sur la probabilité d'une réduction plus rapide que prévu du fardeau de la dette et des intérêts, portée par la poursuite de la discipline budgétaire et des réformes économiques, y compris après la conclusion du programme actuel du Fonds monétaire international (FMI) en décembre 2026.

Baisse de la dette publique

Parmi les principales données et orientations mises en avant figurent la baisse de la dette du gouvernement à 81,9 % du PIB en juin 2026 grâce à une croissance solide, la hausse des réserves internationales nettes à

57 milliards de dollars en septembre 2026, et l'augmentation des recettes fiscales à 13 % du PIB sans charges supplémentaires. Le ministère des Finances a également réaffirmé sa volonté de développer l'environnement des affaires pour stimuler les investissements privés et la productivité, tout en maintenant des politiques financières équilibrées pour accroître les dépenses ciblées en faveur de la santé, de l'éducation et de la protection sociale.

Qu'est-ce que l'agence Moody's ?

Fondée en 1909, « Moody's » est l'une des principales agences de notation financière au monde. Son rôle principal est d'évaluer la solvabilité financière des États et des entreprises, c'est-à-dire leur capacité à rembourser leurs dettes. A travers des notes allant de la plus sûre (AAA) à la plus spéculative, elle fournit aux investisseurs des repères essentiels pour mesurer le risque de crédit sur les marchés internationaux.

Agence

À CAUSE DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

L'Irak a perdu 60 milliards de dollars

L'Irak a perdu environ 60 milliards de dollars depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, en raison de la chute brutale de ses exportations pétrolières provoquée par le blocus du détroit d'Ormuz, a déclaré jeudi son ministre des Affaires étrangères Fouad Hussein. Avant le conflit déclenché fin février par les frappes israélo-américaines sur l'Iran, l'Irak, membre de l'OPEP, produisait environ quatre millions de barils de pétrole par jour, dont 3,5 millions étaient exportés, principalement depuis le sud du pays via le détroit d'Ormuz. Cependant, la restriction par l'Iran de la navigation dans ce passage

vital pour l'approvisionnement énergétique mondial, a forcé l'Irak à interrompre la production sur la plupart de ses gisements, faute de capacité de stockage, et à se rabattre sur des exportations limitées via la Syrie (par camions-citernes) et la Turquie (via un oléoduc). "L'Irak a essuyé des pertes estimées à environ 60 milliards de dollars durant la récente guerre entre les États-Unis et la République islamique d'Iran", a déclaré le ministre lors d'une rencontre à Rome avec son homologue italien, selon un communiqué de la diplomatie irakienne. Après une chute marquée de la

production, les exportations pétrolières irakiennes, qui représentent 90% des recettes du pays, ont connu récemment une timide reprise, pour atteindre 2,6 millions de barils par jour entre le 1er et le 21 septembre, selon le ministère du Pétrole. Mais dans le même temps, l'Irak a vu fondre de 20 milliards de dollars ses réserves en devises et augmenter fortement les prix à la consommation. Pour tenter de juguler la crise économique, la Banque centrale d'Irak a relevé la semaine dernière le taux de change officiel du dollar, une première depuis plus de trois ans. L'Irak cherche également à

diversifier ses ressources économiques et à porter la part de ses revenus non pétroliers de 10% à 45% d'ici 2037. L'Irak dépend fortement des devises étrangères générées par les ventes de pétrole pour financer ses importations, stabiliser le dinar et verser les salaires des fonctionnaires ainsi que les pensions des retraités, qui représentent environ 20% des plus de 46 millions d'habitants. Le Fonds monétaire international a souligné cette semaine que l'Irak figurait parmi les pays les plus durement touchés par les perturbations des transports causées par la guerre.

R. I.

PAYS DU CONSEIL DE COOPÉRATION DU GOLFE

Les investissements industriels atteignent 426 milliards \$

Les investissements industriels dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont atteint environ 426 milliards de dollars, soutenant un tissu industriel composé de près de 22 000 usines employant plus de 1,7 million de personnes, selon les dernières données publiées par le Centre statistique du Conseil de Coopération des pays arabes du Golfe (GCC-Stat), arrêtées à juillet 2026. Le secteur manufacturier a représenté environ 13 % du produit intérieur brut (PIB) du CCG en 2025, ce qui souligne son importance croissante dans les stratégies de diversification économique et les efforts visant à élargir la base économique non pétrolière de la région. Près de 40 % des investissements industriels sont concentrés dans des secteurs stratégiques, notamment les plastiques, les produits pétroliers raffinés, l'aluminium, les combustibles gazeux ainsi que

le fer et l'acier. Ces industries constituent un pilier essentiel du renforcement de l'intégration au sein des chaînes de valeur industrielles régionales. Les produits industriels représentent environ 69 % des exportations totales du CCG. Les principales exportations comprennent les gaz de pétrole et autres hydrocarbures, les huiles de pétrole, les automobiles, les produits chimiques organiques, l'aluminium, les navires et bateaux, ainsi que les machines et équipements électriques. La Chine demeure la première source d'importations du CCG, avec une part d'environ 20 % du total des importations. Les principaux produits importés sont les machines et équipements, les automobiles, les produits pharmaceutiques, le fer et l'acier, ainsi que les matières plastiques. Ces données reflètent l'importance et la

diversité de la base industrielle des pays du CCG, malgré des disparités entre les États membres en matière de volumes d'investissement et de nombre d'usines. À mesure que les capacités de production se développent et que les réseaux d'investissement et de commerce se renforcent, le secteur industriel est appelé à jouer un rôle accru dans le soutien à la croissance économique, le renforcement de l'intégration industrielle régionale et le développement des chaînes de valeur. De nouvelles perspectives résident également dans l'accélération de la localisation des activités industrielles, la diversification des économies nationales et l'amélioration de la compétitivité des produits manufacturés du CCG sur les marchés régionaux et internationaux.

Agence

RÉSILIENCE AUX RISQUES

L’Afrique a enregistré les progrès les plus rapides au monde depuis 2023

La résilience des ménages est à l’origine de l’essentiel de l’amélioration des performances globales enregistrées dans toutes les sous-régions africaines. Mais malgré ces avancées, le continent figure toujours parmi les régions dont les niveaux moyens de résilience aux risques sont les plus faibles à l’échelle mondiale.

Le continent africain a enregistré les plus grands gains à l’échelle mondiale en matière de résilience des populations à des risques allant des accidents de la route aux catastrophes naturelles depuis 2023, selon un rapport publié le mardi 13 octobre 2026 par Lloyd’s Register Foundation, une organisation caritative qui œuvre à promouvoir la sécurité et à améliorer la préparation aux catastrophes. Intitulé « World Risk Poll Report 2026 », le rapport s’appuie sur une enquête menée par l’Institut Gallup auprès de 143 459 personnes à travers 140 pays au cours de l’année 2025 pour évaluer les expériences et les perceptions des individus face aux différents risques, depuis les risques du quotidien, tels que les risques liés à la sécurité alimentaire et à l’eau ou encore à la sécurité routière, jusqu’aux risques que représentent le changement climatique et les catastrophes naturelles comme les inondations, les tempêtes et les séismes. En Afrique, l’enquête a été menée dans 40 pays répartis sur les 5 sous-régions du continent : Afrique de l’Ouest (14 pays), Afrique de l’Est (12 pays), Afrique centrale (5 pays), Afrique du Nord (5 pays), Afrique australe (4 pays). L’évaluation concerne 4 dimensions : la résilience individuelle, celle des ménages, celle communautaire et celle sociétale. Ces 4 dimensions sont ensuite combinées pour créer un indice de résilience, qui mesure la

capacité des populations à absorber et à se remettre de chocs majeurs sur une échelle allant de 0 à 100 points. La quatrième édition du rapport, dont les trois premières ont été publiées en 2019, 2021 et 2023, montre que toutes les sous-régions du continent ont vu leurs scores progresser. Ainsi, le score de l’Afrique du Nord a bondi de cinq points, à 54 points, alors que celui de l’Afrique australe s’est établi à 51 points contre 47 en 2023, enregistrant un gain de 4 points. Les scores de l’Afrique de l’Est, de l’Afrique centrale et de l’Afrique de l’Ouest ont progressé de 3 points.

L’accès à Internet améliore la résilience aux risques

La résilience des ménages est à l’origine de l’essentiel de l’amélioration des performances africaines. Dans cette dimension, les hausses les plus importantes de 2021 à 2025 ont été enregistrées en Algérie (+13 points), au Nigeria (+9 points), au Kenya (+8 points), en Égypte (+7 points) et en Ouganda (+6 points). L’accès croissant à Internet et le renforcement des réserves financières des ménages sont les principaux facteurs à l’origine de cette évolution. La proportion d’adultes ayant accès à Internet a augmenté depuis 2019, de 17 points de pourcentage en Afrique du Nord et de 12 points dans les au-

tres sous-régions du continent. Un accès accru à Internet peut aider les populations à obtenir des informations sur les dangers potentiels, tandis que la préparation des ménages peut améliorer leur capacité à réagir lorsque des urgences surviennent. Les progrès sont cependant inégaux selon les sous-régions et les pays. En Afrique centrale et en Afrique de l’Ouest, 47 % seulement des adultes touchés par une catastrophe ont par exemple déclaré avoir reçu une alerte. Le rapport indique d’autre part que l’Afrique figure toujours parmi les régions dont les niveaux moyens de résilience sont les plus faibles au niveau mondial, malgré les progrès réalisés. Les régions qui affichent les scores les plus élevés sont l’Amérique du Nord (65 points) et l’Asie du Sud-est (65 points). Le score moyen mondial reste stable par rapport à 2023, à 57 points. À l’échelle planétaire, environ 1,1 milliard d’adultes ont subi une catastrophe au cours des cinq années précédant l’enquête, mais près de 220 millions n’ont reçu aucune alerte. Les personnes vivant dans les pays à faible revenu étaient presque deux fois plus susceptibles d’avoir subi une catastrophe que celles des nations riches. Seulement 64 % des adultes touchés par une catastrophe dans les pays à faible revenu ont reçu des avertissements, contre 84 % dans les pays à revenu élevé.

Agence

CUIVRE

Mercuria livre 12 000 tonnes congolaises à la réserve stratégique américaine

Le négociant suisse Mercuria a livré 12 000 tonnes de cuivre provenant de la République démocratique du Congo (RDC) à Project Vault, un dispositif américain destiné à constituer des stocks stratégiques de minerais et de métaux pour sécuriser les approvisionnements industriels. L’annonce a été faite le 15 octobre 2026 par Kostas Bintas, responsable mondial des métaux de Mercuria, lors du FT Metals and Mining Summit, organisé à Londres. Il s’agit de la première livraison de cuivre annoncée dans le cadre de cette initiative. Selon Kostas Bintas, cette opération s’inscrit dans un engagement plus large de la RDC à approvisionner le marché américain en cuivre. Elle intervient alors que Washington cherche à sécuriser ses approvisionnements en matières premières stratégiques et à réduire la dépendance de son industrie à certaines chaînes d’approvisionnement internationales, notamment chinoises. Annoncé en février 2026 par le président américain Donald Trump, Project Vault vise à constituer des stocks de minerais et de métaux essentiels à l’industrie américaine, mobilisables en cas de perturbation des approvisionnements. Le dispositif prévoit un financement de 12 milliards de dollars, comprenant un prêt de 10 milliards de dollars de l’Export-Import Bank des États-Unis (EXIM Bank) et 2 milliards de dollars de capitaux privés.

Stratégie de Gécamines

Mercuria figure parmi les partenaires de Pro-

ject Vault, également appelé VaultCo. Le 23 septembre 2026, le négociant a annoncé un engagement de 500 millions de dollars dans ce dispositif, notamment à travers des mécanismes de financement commercial. La livraison de cuivre congolais marque ainsi une première concrétisation de l’initiative américaine de stockage stratégique. Cette opération intervient dans le prolongement de la stratégie commerciale de la Gécamines, entreprise minière publique congolaise. Le 12 janvier 2026, celle-ci avait annoncé avoir exercé son droit d’achat sur 100 000 tonnes de cuivre issues de la production 2026 de Tenke Fungurume Mining (TFM), société dans laquelle elle détient une participation de 20 % aux côtés du groupe chinois CMOC. Destinés au marché américain, ces volumes doivent être commercialisés avec l’appui financier, technique et logistique de Mercuria. Selon la Gécamines, il s’agit de sa première opération d’achat direct de cuivre réservé dans le cadre de ses partenariats miniers. L’entreprise publique cherche ainsi à renforcer son rôle dans la commercialisation internationale des minerais issus des sociétés dans lesquelles elle détient des participations, au-delà de ses revenus d’actionnaire. Les 12 000 tonnes livrées à Project Vault représentent l’équivalent de 12 % des 100 000 tonnes que la Gécamines prévoit de commercialiser vers les États-Unis en 2026. Toutefois, les informations rendues publiques ne permettent pas d’établir formellement que l’intégralité de cette cargaison provient des volumes acquis par l’entreprise publique auprès de TFM.

Exportations congolaises vers les États-Unis en forte hausse

L’opération intervient dans un contexte de forte progression des exportations congolaises vers les États-Unis, portée notamment par le cuivre. Selon les données du Census Bureau américain, les importations de marchandises en provenance de la RDC ont atteint 2,8681 milliards de dollars entre janvier et août 2026, contre 1,6457 milliard sur la même période de 2025, soit une hausse de 74,3 %. Ce montant dépasse déjà les 1,9276 milliard de dollars enregistrés sur l’ensemble de l’année 2025. Le cuivre occupe une place dans cette dynamique. Dans son rapport sur les statistiques minières du premier semestre 2026, le ministère congolais des Mines associe la progression des ventes de cuivre vers les États-Unis et l’Europe à la stratégie de commercialisation de la Gécamines, notamment à travers son partenariat avec Mercuria. Cette évolution intervient dans le contexte du rapprochement économique entre Kinshasa et Washington, matérialisé notamment par l’accord de partenariat stratégique conclu le 4 décembre 2025. Celui-ci prévoit notamment de faciliter l’approvisionnement américain en minerais stratégiques, y compris à travers la mobilisation des droits de commercialisation des entreprises publiques congolaises.

R I.

VISITE DE FAURE EN CHINE
13 accords signés avec Pékin pour élargir la coopération économique

La visite officielle de Faure Gnassingbé, le président du Conseil du Togo, en Chine, du 9 au 16 octobre 2026, a débouché sur plusieurs engagements économiques, commerciaux et technologiques. Au-delà du rapprochement diplomatique, leur mise en œuvre vise à permettre au Togo de diversifier ses débouchés, de faciliter ses échanges et de renforcer ses capacités productives.

Le soja togolais vise le marché chinois

Parmi les accords annoncés figure un protocole définissant les exigences phytosanitaires applicables au soja togolais exporté vers la Chine. Il doit contribuer à lever les obstacles sanitaires qui limitent l’accès à ce marché. En 2023, le Togo avait déclaré environ 293 tonnes d’exportations de soja vers la Chine, selon les données commerciales reprises par la Banque mondiale. L’enjeu est de taille pour une filière dont la production nationale a dépassé 260 000 tonnes lors de la campagne 2024-2025. La Chine, premier importateur mondial de soja, représente un débouché potentiel, même si l’ouverture sanitaire ne garantit pas, à elle seule, une hausse des ventes. Cette perspective devra aussi être conciliée avec la politique togolaise de transformation locale, renforcée par la taxe à l’exportation des graines de soja instaurée en janvier 2026.

Technologie et coopération économique

Les discussions portent également sur la facilitation douanière, les chaînes d’approvisionnement, le commerce numérique et le développement vert. Un accord entre l’Office togolais des recettes et les douanes chinoises prévoit notamment une coopération autour du statut d’opérateur économique agréé. La dimension technologique occupe aussi une place croissante dans le partenariat. Selon Togo First, des formations gratuites en robotique et en technologie 6G doivent prochainement être accessibles aux étudiants togolais.

Des engagements à traduire en retombées économiques

Pour le pays d’Afrique de l’Ouest, cette coopération s’inscrit dans un partenariat commercial en expansion. Les échanges entre les deux pays ont atteint 5,43 milliards de dollars en 2025, en hausse de 55 % sur un an, selon des chiffres rapportés par Togo First. Le volet financier comprend également un protocole d’accord sur l’annulation partielle de la dette togolaise, sans montant précisé dans les informations disponibles. Les deux pays avaient par ailleurs réaffirmé leur volonté d’approfondir leur coopération lors de la rencontre du 15 octobre entre Faure Gnassingbé et le Premier ministre chinois, Li Qiang.

R I.

POINT-MARCHÉS

Le “Trade IA” n’est plus de tout repos

Une fois n'est pas coutume, les places européennes ont repris des couleurs cette semaine, soutenues par la détente des rendements obligataires et plusieurs bonnes publications d'entreprises. Wall Street a, en revanche, cédé du terrain, pénalisée par la correction des valeurs liées à l'IA et une inflation américaine nettement supérieure aux attentes. Si le consensus penche toujours largement en faveur d'un statu quo de la Fed ce mois-ci, la perspective d'un nouveau resserrement monétaire en décembre reste ouverte. La saison des résultats va progressivement monter en puissance, ce qui pourrait entretenir la volatilité sur les marchés.

Tops / Flops de la semaine

TOPS US

Eutelsat +27,97 % : l'opérateur de satellites s'est envolé après les déclarations de Sunil Bharti Mittal, coprésident du conseil et actionnaire à hauteur de 17,9%. Selon lui, la constellation OneWeb devance nettement Starlink dans la file d'attente pour obtenir sa licence en Inde, un marché clé pour la croissance du groupe. Eutelsat pourrait aussi gagner du terrain en Ukraine, où la fiabilité du soutien américain inquiète Kiev. GL Events +29,22 % : l'organisateur d'événements a relevé ses objectifs après un troisième trimestre en croissance de 44%. Il vise désormais une hausse de son chiffre d'affaires annuel supérieure à 10% à périmètre et changes constants, contre 8% auparavant. Les pôles Live et Venues compensent largement le recul des salons propriétaires, pénalisés par un effet de calendrier et par la Chine. Invest Securities a relevé son objectif de cours. Ericsson +10,08 % : l'équipementier télécoms a signé la plus forte hausse du Stoxx Europe 600 après des résultats trimestriels nettement supérieurs aux attentes. Sa division Réseaux porte la croissance, aidée par des livraisons au Japon et en Inde et par des revenus de propriété intellectuelle. Le groupe prévient toutefois que le renchérissement des puces mémoire, alimenté par la demande liée à l'IA, pèsera sur ses marges l'an prochain. Givaudan +13,81 % : le producteur suisse d'arômes et de parfums s'envole après une nette accélération au troisième trimestre. Ses ventes bondissent de 8,6% à périmètre comparable, contre 5,1% attendus, grâce à la division Parfums et Beauté et surtout à la parfumerie fine, en croissance de plus de 30%. Le groupe a intégralement compensé la hausse du coût des intrants par ses prix et confirme ses objectifs de moyen terme. Secteur des spiritueux : les producteurs français ont rebondi après la publication de LVMH, dont la division vins et spiritueux affiche une croissance organique de 6% au troisième trimestre, là où le consensus n'attendait que 0,3%. Le champagne confirme sa reprise en Europe et le cognac Hennessy retrouve une bonne dynamique en Asie, deux signaux attendus de longue date. Rémy Cointreau +20,56 % et Pernod Ricard +10,75 % en profitent avant leurs propres publications. Secteur de la défense allemande : Morgan Stanley a ravivé l'intérêt pour le secteur, jugeant possible un rallye de fin d'année et un regain de confiance dans l'atteinte des objectifs 2027. Une commission mandatée par Oslo recommande par ailleurs d'autoriser le fonds souverain norvégien à investir dans les grands groupes d'armement occidentaux, aujourd'hui exclus de son portefeuille. Rheinmetall +16,09 %, Renk +12,59 % et Hensoldt +15,27 % ont mené la hausse.

FLOPS US

Secteur des semi-conducteurs : le compartiment a été balayé par la remontée des taux et l'accélération de l'inflation américaine. Les marchés intègrent désormais une probabilité de 77% d'une nouvelle hausse de la Fed en décembre. Or les valeurs technologiques, dont la valorisation repose sur des bénéfices attendus loin dans le temps, sont les plus sensibles à la hausse des rendements obligataires. Technoprobe -22,41 %, Soitec -19,63 %, ASM International -14,78 %, Infineon -10,99 %, STMicroelectronics -11,55 %, BESemiconductor -13,32 % et ASML -7,77 % mènent la baisse. Les industrielles exposées aux centres de données suivent, avec Siemens Energy -7,14 % et Prysmian -11,2 %. Secteur des métaux : les minières ont souffert

du repli du cuivre, retombé à son plus bas en deux semaines. Deux facteurs se conjuguent : l'apaisement des craintes sur l'offre, après l'accord évitant la grève à Escondida, et la perspective d'une hausse des taux américains. La déroute des valeurs liées à l'IA a également pesé, le cuivre étant devenu un pur jeu sur l'électrification des centres de données. Antofagasta -9,81 % a en outre publié une production trimestrielle inférieure aux attentes, relevé ses prévisions de coûts pour 2026 et livré des perspectives 2027 décevantes, alors qu'une grève se poursuit à sa mine de Centinela. Rio Tinto -4,35 % et KGHM -6,56 % ont suivi le mouvement. Adecco -12 % : l'agence d'intérim a décroché après la publication de son concurrent Hays, qui a enregistré un quatorzième trimestre consécutif de baisse de ses honoraires nets. Les tensions géopolitiques et les droits de douane poussent les employeurs à privilégier les contrats courts, un environnement défavorable à l'ensemble du secteur. Nordea Bank -5,98 % : la banque nordique a suspendu son programme de rachats d'actions, dans l'attente d'une évolution réglementaire, ce qui a éclipsé des résultats trimestriels globalement conformes aux attentes. Moody's avait par ailleurs abaissé sa note la veille. Plusieurs analystes jugent la sanction excessive au regard de la solidité de la franchise.

TOPS US

Bending Spoons +23,84 % : le groupe italien spécialisé dans l'acquisition d'applications mobiles bondit après l'annonce d'un nouvel investissement de 330 millions de dollars de Berkshire Hathaway, portant sa participation à 4% du capital, après déjà 600 millions de dollars engagés lors de l'introduction en Bourse en juillet. Intuit +7,4 % : l'éditeur de QuickBooks grimpe jeudi après l'annonce de l'acquisition de Sequence, une plateforme d'automatisation de la tarification et de la facturation, destinée à renforcer son offre auprès des entreprises de taille intermédiaire. Le groupe a également déployé internationalement Intuit Intelligence, sa suite unifiée d'automatisation intégrée à QuickBooks.

FLOPS US

Lumentum -25,31 % : la semaine a tourné à la déroute pour tout le complexe matériel lié à l'intelligence artificielle. Les équipementiers optiques, premiers bénéficiaires du câblage des centres de données, sont les plus touchés. Lumentum en est l'égérie, mais ses compères n'y échappent pas : Ciena -26,02 %, Coherent ##VARI_9656##, Applied Optoelectronics -31,07 %, Fabrinet -25,25 %. CoreWeave -25,21 %, Nebius Group -25,15 % :les loueurs de capacité de calcul appelés « néoclouds » ont été l'une des raisons du repli de la technologie. La viabilité de leur modèle occupe les débats.

Matières premières

Cette semaine, c'est le TTF qui fait parler de lui. Le contrat à terme de référence pour le gaz européen est au plus haut depuis la fin de l'année 2022. La faiblesse des réserves du vieux continent à l'approche de l'hiver continue à alimenter la hausse, avec un TTF qui atteint 86,43 EUR/MWh, en hausse de 9,6% en une semaine. Les deux causes principales sont des stocks continentaux remplis à seulement 74,10% (vs. 83,04% à la même date l'an dernier), et des perturbations d'approvisionnement liées au conflit au Moyen-Orient. L'Allemagne accuse un retard particulièrement marqué dans le remplissage de ses réserves. Vendredi, le TTF a touché un pic intraday à 88,24 EUR/MWh avant de se stabili-

ser légèrement en dessous. Le pétrole profite lui aussi des tensions sur l'offre moyen-orientale. Sur la semaine, le WTI bondit de 7,5% à 98,4 USD/bbl, le Brent progressant de 2,1% à 106,5 USD/bbl. Des prélèvements sur les stocks américains plus importants qu'anticipé ont amplifié le mouvement haussier, tandis que l'Agence internationale de l'énergie a décidé de mettre d'avantage de carburant sur le marché. Berlin a de son côté obtenu l'autorisation du Bundesrat de réduire temporairement ses stocks obligatoires de pétrole brut et de produits pétroliers à 82 jours de consommation, contre 90 jours habituellement, dans le cadre d'engagements internationaux de libération de réserves.

Macroéconomie

Macro : Les chiffres d'inflation publiés cette semaine ne sont pas bons du tout. Les prix à la consommation et à la production accélèrent et, surtout, sont ressortis bien au-dessus des attentes. Et pourtant, les taux ont baissé cette semaine. Un contrepied qui s'explique par la correction observée sur la tech, sur fond de craintes liées à l'endettement de certains acteurs de l'écosystème. Dans ce contexte, les obligations d'Etat ont retrouvé leur rôle de valeur refuge. Si les taux ont reculé, c'est aussi parce que les membres de la Fed n'ont pas changé de discours suite aux chiffres d'inflation. L'idée qu'il n'y a pas d'urgence à remonter les taux semble dominer au sein du FOMC. Les investisseurs s'attendent donc à ce que la Fed laisse ses taux inchangés à la fin du mois d'octobre. Mais la Réserve Fédérale prend le risque d'être en retard et de devoir remonter les taux plus agressivement ensuite. Crypto : Le bitcoin recule de 1,73% depuis lundi et revient flirter avec les 82 000 USD. Depuis fin août, le BTC oscille entre 75 000

et 85 000 USD, tandis que les encours des ETF Bitcoin spot gravitent autour des 105 MrdsUSD depuis la fin de l'été. L'attentisme est donc de mise depuis deux mois, dans un contexte où les investisseurs semblent moins intéressés par ce qui se passe dans la cryptosphère que par les évolutions du côté de l'IA, de l'énergie et des taux d'intérêt. En revanche, cela fait quasiment un an jour pour jour que le bitcoin a atteint son sommet historique à 126 000 USD. Il reste donc en baisse de 35% par rapport à ce niveau. Historiquement, les marchés baissiers du bitcoin ont duré entre 12 et 14 mois. Cela pourrait donc laisser penser que le plus dur est bientôt derrière nous, à moins que le BTC ne déjoue cette fois-ci les statistiques. Même tendance cette semaine pour les autres principales cryptomonnaies : l'ether (ETH) recule de 2,4% à 2 300 USD, Solana (SOL) perd 4,35% pour s'établir autour de 106 USD, tandis que le Binance Coin (BNB) baisse de 3% à 730 USD. Sur les marchés actions, être "long" sur l'intelligence artificielle n'est plus automatiquement synonyme de jackpot. Le secteur a plus de mal qu'avant à vendre son scénario de croissance infinie, et cela s'est ressenti ces derniers jours. La baisse des rendements obligataires a toutefois permis d'atténuer le désordre qui s'est emparé du secteur des puces. Nous terminons par le traditionnel agenda de la semaine. Dans son volet macro, il comprend le PIB chinois du 3e trimestre (lundi), l'inflation britannique de septembre (mercredi) et les indicateurs PMI flash d'activité du mois d'octobre dans les grandes économies (vendredi). Le volet sociétés commence à s'étoffer avec les résultats trimestriels d'une bonne cinquantaine de très grosses entreprises, au nombre desquelles Netflix, Meta, Tesla, IBM, Roche, SAP, Hermès, Nestlé, L'Oréal ou EssilorLuxottica.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Octobre 2026
Valeur : 19 Octobre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4219	134.4369
1	EUR	EURO		150.0148	150.0585
1	GBP	POUND STERLING		177.1040	177.2171
100	JPY	JAPANESE YEN		84.6379	84.6687
1	CNY	CHINESE YUAN		20.0843	20.0874
1	CHF	SWISS FRANC		160.3697	160.5025
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.1396	94.1699
1	DKK	DANISH KRONE		20.0059	20.0132
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.3615	13.3646
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.0604	14.0797
1	AED	UAE DIRHAM		36.5953	36.6024
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8019	35.8097
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1515	436.3418
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5434	44.9911
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7806	13.7822
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.8717	20.9789
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3555	3.3660
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.8527	181.8527

CHINE

Les dépenses en R&D devraient progresser de 8,2 % en 2025

Les investissements chinois en recherche et développement ont progressé de 8,2 % en 2025, portés par une croissance à deux chiffres des financements alloués à la recherche fondamentale et aux universités. Le Bureau national des statistiques l'a annoncé vendredi dernier.

Les dépenses totales ont dépassé 500 milliards d'euros, « maintenant une trajectoire de croissance soutenue », a précisé le Bureau. L'agence de presse Xinhua souligne qu'entre 2020 et 2025, ces dépenses ont progressé en moyenne de 10 % par an, un taux parmi les plus élevés des grandes économies. Grâce à ces chiffres, la Chine demeure le deuxième pays au monde en termes de dépenses totales de recherche et développement, derrière les États-Unis, avec des investissements 3,4 fois supérieurs à ceux de l'Allemagne et 3,5 fois supérieurs à ceux du Japon.

La recherche fondamentale a été le secteur ayant connu la plus forte croissance, avec une augmentation de 13,3 % sur un an, mais, à environ 36 milliards d'euros, elle ne représente qu'un peu plus de 7 % du total. Les dépenses universitaires ont atteint environ 43,6 milliards d'euros, soit une hausse de 11 % par rapport à 2024. L'intensité des investissements s'est établie à 2,8 % du produit intérieur brut (PIB), plaçant le pays au douzième rang mondial et, pour la première fois, au-dessus de la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le secteur privé a contribué à plus de 77 % du total, avec des dépenses dépassant pour la



première fois 380 milliards d'euros. Le reste est attribuable aux instituts de recherche publics, aux universités et à d'autres organismes.

Les dépenses sont fortement concentrées dans les provinces côtières les plus développées et les grandes villes : le Guangdong, le Jiangsu, le Zhejiang et le Shandong, ainsi que Shanghai et Pékin, ont chacun enregistré des investissements supérieurs à 25 milliards d'euros. Lors des sessions législatives de mars, le gouvernement central a augmenté les crédits alloués à la recherche scientifique de 10 % sur un an, soit la plus forte hausse parmi les principaux postes de

dépenses, devant la défense, la diplomatie, la sécurité publique et l'éducation. Le mois dernier, le ministre des Sciences et des Technologies, Yin Hejun, a annoncé son intention de renforcer la recherche fondamentale, qu'il considère essentielle à l'innovation technologique, à la sécurité nationale et à d'autres priorités stratégiques. Pékin intensifiera ses efforts pour lever les obstacles dans des secteurs critiques tels que les semi-conducteurs, les machines industrielles et l'instrumentation de pointe, et apportera un soutien accru à la recherche en intelligence artificielle, en technologies quantiques, en biotechnologie et en interfaces cerveau-ordinateur. Parallèlement, aux États-Unis, les coupes budgétaires dans la recherche, initiées par l'administration du président Donald Trump, se poursuivent. Environ 3 milliards de dollars de financements des Instituts nationaux de la santé (NIH) ont été gelés ou supprimés début 2025, affectant près de 3 800 projets. Le projet de budget 2026 prévoit une réduction de 39 % pour les NIH et de 55 % pour la Fondation nationale pour la science (NSF), et plusieurs universités ont annoncé des réductions de leurs programmes doctoraux et des suppressions de postes.

R. I.

RUSSIE, « IZVESTIA »

33 banques ont abandonné le marché hypothécaire en trois ans

Les taux d'intérêt hypothécaires du marché se situent actuellement autour de 19 % par an, tandis que seulement 7 % des acheteurs potentiels seraient en mesure de se permettre un financement traditionnel. Le nombre de banques russes proposant des prêts hypothécaires a diminué de 13,2 % ces trois dernières années, passant de 249 au

deuxième trimestre 2023 à 216 à la même période en 2026. C'est ce que rapporte le quotidien Izvestia, s'appuyant sur des données de la Banque centrale de Russie. Le journal souligne que 33 établissements ont abandonné ce secteur en raison de la baisse de la demande, des coûts de financement élevés et de la difficulté croissante à concurrencer les grands acteurs du marché.

Les taux d'intérêt hypothécaires du marché avoisinent actuellement les 19 % par an, tandis que seulement 7 % des acheteurs potentiels seraient en mesure de souscrire un financement traditionnel. D'après les experts interrogés par le journal, les dix plus grandes institutions contrôlent désormais 90 à 95 % des nouveaux prêts, tandis que les petites et moyennes

banques peinent à maintenir la rentabilité de leurs programmes de prêts immobiliers. Cette concurrence réduite risque de limiter les choix des emprunteurs et de durcir les conditions d'accès au financement, notamment dans les régions périphériques. Selon certaines prévisions, le nombre d'opérateurs pourrait tomber à 200 d'ici fin 2027.

R. I.

FRANCE/BUDGET 2027

Les députés votent une mesure limitant l'optimisation fiscale des plus fortunés

Selon le gouvernement, cette réforme devait rapporter 500 millions d'euros en 2027. Les députés ont adopté ce vendredi soir, de justesse, une mesure visant à empêcher certains entrepreneurs fortunés d'échapper définitivement à l'impôt sur les gains réalisés lors de la vente de leur société, après avoir remanié le dispositif du gouvernement pour protéger les transmissions d'entreprises familiales. Présentée par le gouvernement comme une mesure de justice fiscale, cette réforme avait suscité de vives inquiétudes dans les milieux patronaux, le Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti) redoutant notamment qu'elle ne renchérisse considérablement le coût des transmissions familiales. Le dispositif visé, appelé «apport-cession», permet à un entrepreneur de reporter le paiement de l'impôt sur une plus-value lorsqu'il transfère ses actions à une société holding avant leur vente. Dans certaines situations, cet im-

pôt peut ensuite être définitivement effacé lors de la transmission du patrimoine, via une holding donc. Selon le gouvernement, quelque 34 milliards d'euros de plus-values étaient ainsi placés en report d'imposition fin 2023. La réforme devait rapporter 500 millions d'euros en 2027.

Un texte finalement assoupli

Une proposition «enfin un peu dans le bon sens», a estimé la députée LFI Shéhérazade Bentorki, affirmant que les deux tiers de ces 34 milliards d'euros concernaient seulement 84 foyers fiscaux, parmi les plus riches. Mais à la suite de débats particulièrement confus, les députés ont assoupli le texte en adoptant un amendement du rapporteur général du budget, Philippe Juvin (LR), qui limite la nouvelle taxation à certaines donations, et exclut les successions. La mesure ainsi modifiée vise notamment des

titres revendus (cession) dans les huit ans après avoir été intégrés à une holding (apport), le tout, sous certaines conditions de réinvestissement. Le paiement de l'impôt pourra en outre être étalé sur dix ans. Un sous-amendement de l'écologiste Eva Sas, également adopté, a toutefois rétabli l'application de la réforme aux opérations anciennes, pour les donations réalisées à compter du 1er octobre 2026. Autrement dit, les entrepreneurs ayant utilisé ce montage fiscal il y a plusieurs années pourront eux aussi être concernés par la nouvelle taxation s'ils transmettent ensuite leur patrimoine par donation. L'article a finalement été adopté in extremis par 25 voix contre 23, quelques minutes avant minuit.

«Tripatoillage» de fin de journée

Guillaume Kasbarian (EPR) a évoqué un «tripatoillage», tandis que le ciottiste Gérauld Verny (UDR), qui avait bataillé

contre cet article, regrettait que son examen se fasse «un vendredi soir à 23h00». Il a également jugé «ubuesque» que la réforme puisse s'appliquer dès le 1er octobre, avant même le vote de la loi. Le ministre des Comptes publics David Amiel a dit plusieurs fois que la rédaction devait encore être améliorée au cours de la navette parlementaire. À la fin de la séance parlementaire, il restait encore plus de 2800 amendements à examiner sur cette première partie du budget, consacrée aux recettes de l'Etat, alors que son vote est prévu mardi. Si les députés ne parviennent pas à achever l'examen de ce texte, les discussions pourraient être interrompues puis reprises, mais pas après le 17 novembre, date à laquelle le texte doit en principe être transmis au Sénat. L'examen du budget a commencé mardi, dans un climat économique et politique pesant.

R. I.

ACCORD MOSCOU-WASHINGTON SUR LE GAZOLE

La livraison mettra "15 à 20 jours" après signature des contrats

La livraison par voie maritime du diesel russe sur le marché américain prendra entre 15 et 20 jours une fois les contrats signés, a indiqué un haut responsable russe, aucune date de signature n'ayant été pour l'heure annoncée. Le président américain Donald Trump a annoncé la semaine dernière cet accord avec Moscou, perçu comme un moyen d'essayer de faire baisser les prix du carburant pour les consommateurs américains avant les législatives de mi-mandat, le 3 novembre.

"Des négociations sont actuellement en cours concernant les conditions commerciales, soit de fait concernant la conclusion des contrats", a indiqué le vice-Premier ministre russe chargé de l'Énergie, Alexandre Novak, dans une interview au média d'État Vesti diffusée dimanche.

"Dès leur signature, le carburant arrivera sur les marchés, en l'occurrence les marchés américains, dans un délai de 15 à 20 jours", a-t-il poursuivi, sans fixer de date pour la signature des contrats.

Mercredi, le conseiller du Kremlin pour la coopération économique à l'international, Kirill Dmitriev, avait affirmé que leur signature interviendrait "dans les tout prochains jours". Le mécontentement des Américains face à la hausse des prix, en particulier à la pompe depuis le déclenchement en février par les États-Unis et Israël de la guerre contre l'Iran, fait craindre une importante défaite électorale aux Républicains de Donald Trump lors des législatives du 3 novembre.

D'autant que nombre d'experts doutent que l'accord conclu avec Moscou change fondamentalement la facture des consommateurs. Les États-Unis consomment 3,9 millions de barils de diesel par jour. L'accord avec Moscou porte initialement sur 2,22 millions de barils au total, à peine plus d'une demi-journée de consommation américaine.

Agence

Codex fonce, Claude Code hésite, Gemini CLI dit non : YesWeHack fait un test qui en dit long sur les IA !

YesWeHack a confronté trois agents IA, Codex, Claude Code et Gemini CLI, à des failles de sécurité cachées. Chacun excelle sur un maillon précis du bug bounty, mais aucun ne gère la chaîne complète.

Les agents IA ont débarqué dans la cybersécurité, et la plateforme YesWeHack, toujours avide de tests en tous genres, a voulu les mettre à l'épreuve. Elle a lancé Codex, Claude Code et Gemini CLI sur des exercices de piratage où la faille, la vulnérabilité restait cachée. Chacun a réagi à sa façon, avec l'un qui l'exploitait seul, l'autre qui dénichait sans conclure, et le dernier qui refusait même de toucher à la cible. Retour sur un test révélateur des forces et des limites de ces outils, qui nous montre qu'en bug bounty, ces intelligences artificielles accélèrent le travail mais ne remplacent pas encore le jugement humain.

Trois IA lâchées sur des failles cachées, trois réactions très différentes

Pour ce comparatif d'agents IA, YesWeHack a opté pour un test à l'aveugle, façon examen surprise. Ces agents en ligne de commande n'ont rien d'un chatbot classique, car installés dans le terminal du hacker, ils agissent en quasi-autonomie, lancent eux-mêmes les commandes et pilotent les outils à sa place. Chacun devait résoudre deux « labs » PortSwigger (des exercices de piratage encadrés) sans qu'on lui révèle la nature de la faille, et sans droit de décoder l'indice dissimulé dans la page. Pour travailler, ils s'appuyaient sur Burp Suite, le couteau suisse des chasseurs de failles, qui capture et dissèque tout le trafic échangé avec le site. Le seul point commun aux trois épreuves fut une faille XSS, ou cross-site scripting, une technique qui consiste à injecter du code malveillant côté navigateur. Codex, propulsé par GPT-5.6, s'est révélé



le plus débrouillard en solo. La faille XSS a été bouclée en moins de quatre minutes. Il a ensuite déjoué un système d'authentification JWT, ces jetons numériques qui servent de carte d'identité le temps d'une session, en à peine une minute et quatorze secondes, avant de se hisser au rang d'administrateur et de le prouver, preuve à l'appui. Là où les autres tâtonnent, on peut dire que lui enchaîne, puisque lorsque sa méthode se complique, il la simplifie, et mène chaque attaque à son terme sans qu'on ait à lui tenir la main. Claude Code, animé par Opus 4.8, a brillé sur un autre terrain, celui de l'exploration et la découverte. Dans le détail, il dresse vite la carte d'une application, repère ses rouages fragiles et flaire les bonnes pistes. Mais au moment de porter le coup final, il

cale. Sur le lab XSS, il a tourné en rond près de vingt minutes, sans voir qu'une simple redirection, le site renvoyait la requête vers une autre adresse, lui barrait la route. Rebelote sur le terrain serveur, il a bien repéré une faille de « contrebande de requêtes », technique retorse qui glisse une requête clandestine dans une autre pour tromper le serveur, mais il lui a fallu trente-quatre minutes et un humain pour reproduire l'attaque et prouver son impact.

Pourquoi le vrai gagnant, c'est la méthode plutôt que le modèle

Gemini CLI, lui, a joué disons une tout autre partition, sans doute la plus déconcertante du trio. Même averti que le test

était autorisé et parfaitement dans les règles, il a refusé net d'attaquer la cible. Du coup, reconverti en analyste, chargé cette fois d'éplucher le trafic déjà capturé, il s'est révélé redoutable, avec des failles repérées en quelques secondes, et des explications limpides à l'appui. Mais tout le travail offensif, à savoir forger la charge malveillante, la lancer, puis démontrer les dégâts, est resté entre des mains humaines.

Attention toutefois à ne pas tirer de conclusions hâtives. YesWeHack le reconnaît volontiers : ces chiffres proviennent de sessions uniques, jouées une seule fois, et non d'un classement définitif. Surtout, chaque agent a affronté côté serveur une faille d'une famille différente, avec contrebande de requêtes pour l'un, contournement de jeton JWT pour l'autre, et désérialisation Java pour le dernier, c'est-à-dire la manière dont un programme reconstruit des données reçues, un procédé détournable pour lui faire exécuter du code pirate. Opposer un chrono d'une minute à un autre de trente-quatre n'a donc qu'une valeur indicative, car les trois ne couraient pas sur la même piste. S'il faut retenir une chose, c'est que l'explication la plus convaincante ne vaudra jamais une preuve.

Une IA peut décrire une faille avec aplomb sans que celle-ci soit réellement exploitable, d'où l'intérêt de répartir les rôles. Un agent pour cartographier l'application, un autre pour relire le trafic, et toujours un humain pour fixer les limites du test, confirmer que la faille est bien exploitable et signer le rapport. En bug bounty, l'intelligence artificielle accélère la traque. Pour l'instant, elle n'a toujours pas le flair du chasseur.

Des agents IA ont accédé aux données confidentielles d'entreprises sans être détectés

En Inde, des agents d'intelligence artificielle en cours de test ont fouillé les systèmes de plusieurs organisations et lu des données personnelles et des documents confidentiels. Dans ces organisations, personne n'a remarqué leur passage, et ce sont les fournisseurs de ces IA qui ont donné l'alerte.

Comme une épidémie qui semble impossible à endiguer. L'agence indienne de cybersécurité (CERT-In) vient de publier un avis classé « critique » sur ces intrusions. Elle explique avoir reçu « de multiples divulgations volontaires de fournisseurs de modèles d'IA », dont les agents, lancés sur Internet pour des tests, sont entrés dans les systèmes d'organisations indiennes. L'agence ne dit pas de quels laboratoires il s'agit, ni quelles organisations ont été touchées. Sans ces aveux, les entreprises concernées n'auraient sans doute jamais su qu'une IA était passée chez elles.

Des intrusions invisibles pour les entreprises

À chaque fois, c'est le fournisseur qui a découvert l'incident en épluchant l'activité de ses agents, et aucune organisation touchée ne l'avait repéré, précise le CERT-In.

Souvenez-vous l'été dernier. OpenAI fait ce travail depuis l'été. En reprenant mois par mois ce qu'avaient fait ses agents, l'entreprise a retrouvé 53 photos d'utilisateurs de ChatGPT qu'ils avaient mises en ligne sur des sites tiers. Anthropic était passé par là avant elle. Après avoir revu plus de 141 000 tests de cybersécurité, la société a reconnu que Claude avait piraté trois entreprises bien réelles pendant ses évaluations. Elle a pu en joindre deux, et aucune n'avait rien remarqué. Hugging Face a repéré sans aide l'intrusion des agents d'OpenAI cet été. Les agents avaient alors exploité des failles pour exécuter du code sur ses serveurs. En Inde, ils n'ont rien eu à forcer. Ils sont entrés avec des identifiants et des paramètres de connexion oubliés dans des dépôts de code publics ou des fichiers de configuration, ou grâce à des rôles cloud aux droits trop larges. Ils ont ensuite « dépassé l'autorisation de leurs tâches assignées », d'après l'agence.

En Australie, des agents d'OpenAI sont passés par quatre sites gouvernementaux. « Cela n'aurait pas dû se produire », a reconnu Jason Kwon, directeur de la stratégie de l'entreprise, devant les parlemen-



taires australiens. L'entreprise assure toutefois n'avoir trouvé aucune preuve d'accès à des dossiers médicaux ou judiciaires. En Inde, en revanche, les agents ont bel et bien lu des données personnelles et des documents commerciaux confidentiels. Ils venaient en plus de plusieurs fournisseurs, alors qu'un seul laboratoire était en cause à chaque fois jusqu'ici.

Des agents open source aux mains des pirates

Le CERT-In a aussi repéré des cybercriminels qui utilisent des outils d'attaque gratuits, fondés sur des

agents d'IA, pour fouiller des organisations indiennes, entrer dans leurs systèmes et leur soutirer de l'argent. Ces outils sont sans cesse remaniés puis réinstallés sur des serveurs dans plusieurs pays. Il ne faut plus que quelques heures aux pirates entre la première intrusion et les dégâts, contre plusieurs jours avant. Les victimes qui n'avaient bouché qu'une partie de leurs failles ont été attaquées de nouveau en quelques jours, encore plus en profondeur. L'agence pointe des erreurs de base derrière toutes ces attaques, avec des clés de paiement stockées en clair et des interfaces d'administration ouvertes sur Internet sans vraie

double authentification. Elle demande aux organisations d'éplucher leur code, historique des dépôts compris, et leurs espaces de stockage cloud pour débusquer les identifiants exposés, puis de les changer. Après une intrusion, mieux vaut considérer tout système comme compromis tant qu'une analyse forensique ne l'a pas blanchi, prévient-elle. Quant aux laboratoires, le CERT-In leur demande de couper leurs tests de tout accès réseau sortant inutile et de ne travailler qu'avec des cibles et des identifiants fictifs. Des sources gouvernementales citées par l'agence de presse PTI relativisent, puisqu'aucune organisation importante n'aurait été touchée et qu'aucune perte financière majeure n'a été constatée. Elles parlent plutôt d'un avertissement pour les entreprises.

En France, le CERT-FR avait déconseillé ce printemps d'installer des agents autonomes sur les postes de travail. Dans son bulletin, il pointait le risque de fuite des identifiants confiés à ces agents. Si vous laissez traîner des identifiants dans un dépôt de code public ou un fichier de configuration, les conseils du CERT-In valent donc aussi pour vous, puisque les laboratoires testent leurs agents sur l'Internet ouvert.

Les constructeurs européens peuvent-ils combattre l'offensive chinoise à coups de nostalgie ?

Au Mondial de l'Auto 2026, les constructeurs européens regardent dans le rétroviseur pendant que les marques chinoises arrivent en force. 2CV, 205, RCZ, Espace, Multipla... Les icônes d'hier inspirent les concepts de demain, tandis qu'un tiers des marques présentes viennent de Chine. Simple vague de nostalgie ou véritable stratégie industrielle ? Pour le patron de Peugeot, une chose est sûre : les constructeurs historiques possèdent un avantage que leurs nouveaux rivaux ne peuvent pas acheter.

Il flotte comme un parfum de nostalgie dans les allées du Mondial de l'Auto 2026, qui a ouvert ses portes à Paris mardi dernier et qui les referme ce dimanche soir. Citroën 2CV et 2CV Fourgonnette, Peugeot E-T16 et RCZ, Renault E-Space, la Fiat Multipla, Alpine A310... À croire que les constructeurs européens se sont donné rendez-vous pour exhumer quelques-unes des voitures les plus emblématiques de leur histoire. Des modèles populaires, parfois atypiques, qui ont marqué leur époque et que leurs descendants cherchent aujourd'hui à réinventer. La tendance n'a évidemment rien de nouveau. Volkswagen avait déjà tenté l'expérience avec la New Beetle, Fiat avec sa 500 et, plus récemment, Renault a remis les R4, R5 ou la plus récente Twingo au goût du jour en leur offrant une motorisation électrique. Mais cette année, l'accumulation de références au passé prend une autre saveur. Car pendant que les constructeurs historiques revisitent leurs archives, de nouveaux concurrents débarquent en nombre, bien décidés à se faire une place sur le marché européen. Et ceux-là n'ont pas forcément besoin de regarder derrière eux.

Un Mondial qui parle de plus en plus chinois

Environ 20 marques automobiles chinoises participent au Mondial de Paris cette année, sur quelque 60 constructeurs présents. Autrement dit, une marque sur trois vient de Chine. C'est deux fois plus qu'en 2024, où elles étaient une dizaine. Difficile de trouver illustration plus parlante de la transformation du paysage automobile européen. Certaines ne sont déjà plus des inconnues. BYD, MG, Leapmotor, Chery, Jacoo ou encore Geely poursuivent leur offensive commerciale, avec des gammes qui s'élargissent et des ambitions de plus en plus affirmées. D'autres profitent du rendez-vous parisien pour se présenter au public européen. C'est notamment le cas d'Aito, tandis que Changan met en avant deux nouvelles marques, Nevo et Avatr. Li Auto figure également parmi les nouveaux noms à découvrir. Pour ces constructeurs, le Mondial représente bien davantage qu'une vitrine : c'est une occasion de gagner en visibilité et de préparer leur implantation sur un marché particulièrement convoité. Car cette arrivée massive n'est pas un hasard. En Chine, la guerre des prix fait rage et le ralentissement des ventes pousse les constructeurs à chercher de nouveaux débouchés. Selon Reuters, les



ventes automobiles sur leur marché intérieur ont reculé de 20% au premier semestre 2026. L'Europe devient donc un enjeu stratégique majeur, d'autant que le marché américain leur reste largement fermé. Malgré les droits de douane européens sur les voitures électriques produites en Chine, les marques chinoises poursuivent leur expansion, notamment à travers les modèles hybrides et de plus en plus de projets de production dans des usines européennes.

Quelle vraie différence entre les Chinois et les Européens ?

C'est dans ce contexte qu'une petite phrase d'Alain Favey prend tout son sens. À la veille de l'ouverture du Mondial, lors d'une soirée organisée par Stellantis, le directeur général de Peugeot a rappelé ce qui distingue, selon lui, les constructeurs historiques de leurs nouveaux concurrents : "Par rapport à certains nouveaux entrants que je ne citerai pas, nous avons une différence fondamentale : nous possédons un héritage, une histoire, un passé qui nous inspire." Une pique à peine masquée aux constructeurs chinois qui arrivent sur le marché. Et difficile de lui donner entièrement tort. On peut développer une nouvelle plateforme, recruter des designers, investir des milliards dans des usines ou proposer des technologies de pointe. En revanche, impossible de fabriquer artificiellement les souvenirs de plusieurs générations d'automobilistes. Une 2 CV, une R5 ou une

Fiat 500 évoquent bien davantage qu'une fiche technique. Ces voitures appartiennent à une mémoire collective, parfois même à celle de personnes qui ne les ont jamais conduites. Un avantage que les constructeurs européens auraient tort de négliger, surtout lorsque leurs nouveaux rivaux cherchent encore à installer leurs noms dans l'esprit du public. Chez Stellantis, le message dépasse d'ailleurs le seul discours de Peugeot. Antonio Filosa, directeur général du groupe, a lui-même présenté la renaissance de la 2 CV comme l'un des symboles de la reconquête européenne. Derrière les lignes familières du concept Citroën se dessine un projet bien concret : une petite voiture électrique fabriquée en Europe, avec un prix de départ visé autour de 15 000 € et une présentation du modèle de série annoncée d'ici deux ans. Il a le temps de s'en passer des choses d'ici 2028, surtout quand on voit à quelle vitesse ces nouveaux arrivants débarquent les uns après les autres. Mais le passé devient ici un moyen de rendre plus identifiable une offre destinée à concurrencer les nouveaux acteurs du marché.

Le passé ne suffira pas à construire l'avenir

Reste une question : cette stratégie peut-elle réellement faire la différence ? Le succès de la Renault 5 électrique a montré qu'un dessin familier pouvait contribuer à rendre une voiture désirable. Mais le néo-rétro n'a rien d'une formule magique. Derrière une carrosserie

évocatrice, encore faut-il proposer un produit convaincant, au bon prix, avec une autonomie, une recharge et des prestations adaptées aux attentes des automobilistes. Une 2 CV électrique à 15 000 € pourrait ainsi constituer une réponse intéressante à la concurrence chinoise. Encore faudra-t-il tenir cette promesse tarifaire au moment du modèle de série.

D'autant que la confrontation entre Européens et Chinois ne se résume déjà plus à deux camps bien distincts. Geely développe ses liens industriels avec Renault et prévoit de produire des SUV électriques dans une usine Ford en Espagne. Stellantis, de son côté, s'appuie sur son partenariat avec Leapmotor pour développer sa présence sur le marché électrique. Les nouveaux entrants ne se contentent donc pas d'exporter leurs voitures mais cherchent aussi à s'inscrire durablement dans le paysage industriel européen.

Il y a finalement quelque chose d'assez révélateur dans ce Mondial 2026. Alors que les marques chinoises multiplient les nouveautés pour écrire leur histoire en Europe, les constructeurs historiques semblent eux redécouvrir combien la leur peut leur servir. Alain Favey a raison sur un point : cet héritage ne s'achète pas. Mais il ne faudrait pas oublier qu'il s'est construit à une époque où les marques européennes savaient aussi surprendre, innover et prendre des risques. Le véritable défi n'est peut-être pas de ressusciter leurs anciennes gloires, mais de créer les voitures dont on se souviendra dans cinquante ans.

Reddition	↓	Qui contient du lait	↓	Bizarre	↓	Entrée vietnamienne	↓	Lanterne des morts	↓	Proclamation publique	↓	Têtes nucléaires	↓	Livre avec des bulles	↓
Topographie	↘					Petites branches		Accueil	→					Île de France	
	↘							Ville d'Algérie	↓						
Pays d'Asie		Muse de la musique		Nettoyage de la cheminée	→										Oiseau migrateur
	↘	↓					Princesse indoue	→						Seuil	↓
							Port d'Athènes	↓							
Exécute	→			Pays d'Asie	→					Lombric	→				
Tonneau										Zoo					
	↘		Nickel	Profit	→				Mince	→	↓				
				Ville du Maroc					Rapine						
Indolence	→		↓	↓				Saharienne	→	↓					
Maudit								Suite d'étoiles							
	↘							↓						Circons-tance	Île méditer-ranéenne
Travaux pratiques	→				Gaz rare	→								↓	↓
Chandelles			Sous-préfecture de la Loire		Canard nordique		Ensermée	→							
	↘		↓	↓	↓		Peuples de Europe centrale								
							Ligue française d'athlétisme		Astate	Prénom masculin	→				
							↓	↓							
Pronom personnel de troisième personne		Clignements	→											Poilue	
	↘														
		Actrice française (Fanny)	→							Sabre oriental		Vois du sud	→	↓	
		Jadis le bronze										Petite quantité			
Métier et artiste	Période	↓		Prénom féminin	→			Sommet	→	↓					Substances
	Immigré			Empereur russe				Brun							↓
	↓			↓				Arbre mécanique	→						
								Soûls							
Beaucoup	→				Ancienne Thaïlande	→	↓					Haussées	Traditions	→	
Beau perroquet					Uniques								Monnaies moldaves		
	↘				↓							↓	↓		
			Champion	→			Instruments de musique	→							
			Givre				Sel d'un acide								
Amertume	→		↓				↓								
Naturel									Petit socle	→				Rude	
	↘													↓	
				Bison d'Europe	→				Ville d'eau	→					
				Troisième personne du pluriel											
Humour		Arbuste	→	↓					Note de musique	→			Petit ordinateur	→	
		Saint normand							Arme de guerre				Tera-seconde		
	↘	↓							↓				↓		
			Toucher au tennis	→				Abbé	→						
Ni blonde, i brune	→							Office divin	→						

Arrestation de deux individus et saisie de près de 178.000 capsules de psychotropes

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont procédé, lors d'une opération conjointe avec la brigade polyvalente des Douanes dans la wilaya d'Aïn Defla, à l'arrestation de deux (2) individus et à la saisie de près de 178.000 capsules de substances psychotropes de type +Prégabaline+, indique dimanche un communiqué de ces services.



ACCIDENTS DE LA ROUTE
11 morts et 260 blessés en 24 heures

O nze personnes sont décédées et 260 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Jijel avec trois morts, suite à une collision entre un véhicule et un engin de travaux publics à proximité de la station service Chabira, dans la commune d'El Milia, précise la même source.

TEBBOUNE PRÉSIDE UNE RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES
Plusieurs dossiers examinés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres. La réunion a été consacrée à des exposés portant sur le mécanisme proposé pour le suivi quotidien des prix et de la disponibilité des produits de consommation de base à travers le territoire national, l'état d'avancement du projet de la ligne ferroviaire minière reliant Oued El Hadba au port d'Annaba, ainsi que celui du projet de quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba. La réunion a également porté, ajoute la même source, sur un troisième exposé relatif aux projets de marchés conclus par négociation directe pour les travaux de raccordement des conduites de rejet aux nouvelles stations de dessalement de l'eau de mer dans les wilayas de Chlef, de Mostaganem et de Tlemcen.

GRAND PRIX ASSIA DJEBAR DU ROMAN
Les lauréats de la 8^e édition primés

Le Grand Prix Assia Djebbar du roman, dans sa 8e édition pour l'année 2026, a été décerné aux lauréats Sarah Mohamed Maariche, Farida Sahoui et Hosni Kitiouni, primés par le jury pour leurs œuvres romanesques publiées respectivement en langues arabe, amazighe et française. Les lauréats de ce Prix, organisé par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (ANEP), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont été distingués lors de la cérémonie de remise des prix de cette 8e édition, tenue samedi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, sous le slogan : "Dans la mémoire, les racines de demain". La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, du président du Haut Conseil de la langue arabe (HCLA), Salah Belaïd, du secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, ainsi que de l'ancienne ministre, moudjahida et écrivaine Zhor Ounissi, aux côtés de hauts responsables de divers secteurs et de personnalités littéraires, politiques et médiatiques. Dans la catégorie du roman écrit en langue arabe, le prix a été décerné à Sarah Mohamed Maariche pour son œuvre "Er'rafrat" (chronique de la légende de la montagne), publiée



aux éditions "Nemoris", tandis que le prix dans la catégorie du roman écrit en langue amazighe, le prix est revenu à Farida Sahoui pour son roman "Aggus" (La ceinture) publié aux éditions "Talsa". Le prix de la catégorie du roman écrit en langue française a été remporté par Hosni Kitiouni pour son ouvrage "Ce que la mort m'a pris de toi", paru chez Casbah Editions. Composé de dix (10) membres, entre universitaires, romanciers, spécialistes de la littérature, de la traduction et de la sociologie, et présidé par Hakim Miloud, le jury de cette 8e édition

comprend parmi ses membres Mustapha Madi, Hamid Bouhabib, Maïssa Bey, Cherif Meribai, Meriem Guemache, Leïla Hamou-tène, Ahcene Mariche, Koussaïla Alik et Idir Belali. A cette occasion, le trophée officiel du Grand Prix Assia Djebbar du roman a été dévoilé. Approuvé lors de cette 8e édition, il sera également attribué lors des éditions futures. Institué en 2015 en hommage à la mémoire de la femme de lettres et académicienne algérienne Assia Djebbar (1936-2015), figure majeure de la littérature algérienne.

DIRECTION DE DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ DE GUÉ DE CONSTANTINE
496 384 détecteurs de monoxyde de carbone installés

La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Gué de Constantine a installé 496 384 détecteurs de monoxyde de carbone au 17 octobre 2026, soit un taux de réalisation de 95,83 %, dans le cadre de son programme de prévention des risques liés à ce gaz toxique, a indiqué Mme Amina Boulghobra, cheffe du service de la communication et de l'information au sein de cette direction. Cette opération s'inscrit, dira-t-elle, dans le cadre des efforts visant à protéger les personnes et les biens, notamment à l'approche de la saison hivernale, marquée par une utilisation accrue des appareils de chauffage. Elle vise à réduire les risques d'intoxication et d'asphyxie liés au monoxyde de carbone. L'intervenante a rappelé que ce gaz, inodore et incolore, présente un danger particulier en raison de son caractère difficilement détectable sans équipement adapté. L'installation de détecteurs constitue ainsi un moyen d'alerte précoce, sans toutefois remplacer les autres mesures de prévention indispensables. À cet effet, les citoyens sont appelés à assurer l'entretien périodique des appareils de chauffage et des chauffe-eau par des professionnels

qualifiés, à garantir une bonne ventilation des habitations et à ne jamais obstruer les grilles de ventilation ni les conduits d'évacuation des gaz brûlés. Il est également recommandé de ne pas utiliser les appareils de cuisson pour se chauffer et de veiller au bon fonctionnement des détecteurs en évitant de les désactiver. En cas de déclenchement de l'alarme d'un détecteur ou d'apparition de symptômes tels que des maux de tête, des étourdissements ou des nausées, la direction recommande de quitter immédiatement les lieux pour rejoindre un espace à l'air libre, de solliciter une

assistance médicale et de contacter les services d'urgence. Il est également impératif de ne pas réintégrer les lieux avant que la disparition du danger ait été confirmée. La direction de distribution de l'électricité et du gaz de Gué de Constantine réaffirme, par ailleurs, la poursuite de ses campagnes de sensibilisation auprès des clients afin de renforcer la culture de prévention et de réduire les accidents liés à l'utilisation du gaz. Pour toute information ou pour signaler une situation dangereuse, le numéro 3303 reste accessible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Z R.

TIZI-OUZOU
Ouverture de la Foire du miel et des produits de la ruche

La Foire du miel et des produits de la ruche a ouvert ses portes dimanche au centre-ville de Tizi-Ouzou, offrant une vitrine à une quarantaine d'apiculteurs locaux pour exposer et proposer leur production à la vente. Installée à la Placette de l'ancienne mairie, la manifestation propose une gamme complète de produits de la ruche. En plus des différentes variétés de miel, multifleurs, de forêt, de charbon, d'eucalyptus ou de bruyère, les producteurs présentent également la cire d'abeille, le pollen et la propolis, reconnus pour leurs vertus nutritionnelles et thérapeutiques. Une variété de produits dérivés et de cosmétiques fabriqués à base de miel, de cire et d'ingrédients naturels, est

également exposée, offrant une belle vitrine de tout le savoir-faire et la richesse de la production apicole locale. Le Directeur des Services agricoles, Nadir Boussa, qui a donné le coup d'envoi de l'événement, a rappelé l'importance de la filière apicole dans la région. La wilaya compte 7.600 apiculteurs, plus de 120.000 ruches pleines, ainsi que 20 producteurs d'essaims qui approvisionnent aussi d'autres régions du pays. Cette saison, quelque 80.000 essaims et plus de 2.100 quintaux de miel ont été produits sur le territoire de la wilaya, a-t-il souligné dans une déclaration à l'APS. Par ailleurs, des programmes d'acquisition de ruches et d'aide dédiés aux petits exploitants sont déployés en partenariat avec les associations, pour ac-

compagner le développement de la filière. Les foires, a-t-il ajouté, dans le même sillage, constituent un espace précieux de vente, de visibilité et d'échanges pour les producteurs, et participent à la dynamisation de la filière. Pour sa part, Iamrache Dahmane, président de l'Association des apiculteurs professionnels du massif du Djurdjura, a expliqué que cette édition est organisée pour permettre aux apiculteurs de faire connaître leur production et en vendre, tout en promouvant la production locale. Quarante exposants y prennent part, répartis en deux périodes de cinq jours chacune. Vingt apiculteurs sont présents cette première semaine, puis ils seront remplacés par les vingt autres durant la seconde période, a-t-il

précisé. Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 29 octobre, est également organisée en hommage à feu Meterfi Ali, l'un des doyens de l'apiculture dans la région. Ahmed Zidelmal, apiculteur à Beni Zmenzer, le connaissait depuis 1991. Il a indiqué que Meterfi Ali a contribué à la formation de plusieurs générations d'apiculteurs et pris part aux premières actions de terrain pour développer la filière dans la wilaya. La foire est initiée par l'Association des apiculteurs professionnels du massif du Djurdjura et la Chambre d'agriculture de la wilaya, en collaboration avec la direction des Services agricoles et l'Assemblée populaire de la commune (APC) de Tizi-Ouzou.

APS